

## UKRAINE : L'INTEGRATION A L'OTAN EST UN ENJEU MAJEUR DES ELECTIONS

L'intérêt spectaculaire des Etats-Unis et de l'OTAN pour la démocratie en Ukraine n'est pas innocent. La liste est longue des « fraudes électorales » dans de nombreux pays du monde, à commencer par les Etats-Unis eux-mêmes en 2000, lorsque Bush a été porté au pouvoir après un véritable coup de force. Mais ici, les « fraudes » semblent devenues insupportables. Pourquoi ?

Jusqu'à présent, et tout en étant devenu un pays indépendant après le démantèlement de l'Union Soviétique, l'Ukraine fait partie de la CEI et maintient des relations économiques avec la Russie dont elle tire également profit et qui n'ont rien à voir avec un statut de colonisé ou de vassal vis-à-vis de Moscou.

Chacun des candidats à la succession de l'actuel Président Kouchma a fait partie des gouvernements précédents et a donc pris part au processus de séparation de l'Ukraine, et a aussi participé à la privatisation croissante de l'économie et à la conversion des anciens secteurs de la bureaucratie soviétique en apprentis capitalistes. Ils ont l'un et l'autre poussé au partenariat avec l'OTAN et signé l'envoi de près de 2000 soldats ukrainiens en Irak pour soutenir la Coalition.

Les fraudes, les corruptions, ne datent donc pas d'aujourd'hui, elles sont connues et alimentées par les puissances capitalistes d'Europe et des Etats-Unis depuis au moins dix ans. Mais aujourd'hui, cette politique ne marche plus, la conversion de la vieille bureaucratie en bourgeoisie se heurte à la crise du capitalisme européen et US qui ne leur laisse pas assez de place pour s'enrichir, à la résistance de la classe ouvrière de tous les anciens pays socialistes, Ukraine incluse, à la prise de conscience que « l'Occident » veut seulement utiliser de la main d'œuvre

bon marché pour sauver ses profits, et de la chair à canon pour ses sales guerres, de la Yougoslavie à l'Afghanistan et à l'Irak.

C'est ainsi que tous les clichés de la « guerre froide » ressortent abondamment dans nos médias si peu objectifs. On revêt le même scénario qui a conduit à la destruction de la Yougoslavie : un dictateur – ici à la solde de Moscou –, la corruption, les divisions ethniques, les incompatibilités entre l'est et l'ouest de l'Ukraine, les différences religieuses etc. On invente également des « bons » et des « mauvais » en fonction des besoins des dirigeants de l'UE, des USA ou de l'OTAN. On invente des révolutions douces aux noms de fleurs et de fruits, on invente des mobilisations de masses en cachant soigneusement comment celles-ci ont été fabriquées, financées, nourries, chauffées et mille fois refilmées sur la place de Kiev !

Des millions de gens ont voté pour Youchtchenko, mais des millions aussi l'ont fait pour Yanoukovitch. Si les dirigeants occidentaux se sont tant alarmés, c'est justement parce que la différence entre les deux « camps » étaient assez faibles. Or les enjeux étaient très importants. Il fallait à tout prix que le candidat partisan d'une intégration complète à l'OTAN gagne. En ce qui concerne l'Union Européenne, il n'y avait pas de grande différence entre eux.

Mais en ce qui concerne l'OTAN, il y en avait de plus en plus. Le partenariat actuel avec l'OTAN et l'engagement des soldats ukrainiens en Irak devaient être renoués fin décembre. Le Parlement venait de voter une résolution pour le retrait des militaires d'Irak dans les plus brefs délais. Et l'alliance qui soutient Yanoukovitch (incluant socialistes et communistes) veut empêcher l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN et donc, empêcher une

rupture des alliances établies avec la Russie et la CEI. C'est une situation de plus en plus grave, dans laquelle les forces les plus réactionnaires et guerrières du capitalisme augmentent leur pression et leur encerclement de la Russie, visant son éclatement final.

Les événements d'Ukraine ne sont pas isolés : rappelons la soldisant révolution des roses en Géorgie, les provocations permanentes des groupes soi-disant indépendantistes de Tchétchénie, toutes les manœuvres pour s'assurer le contrôle du pétrole du Caucase. Ce n'est pas tant l'Union Européenne qui a intérêt à l'adhésion de l'Ukraine, mais surtout les Etats-Unis et l'OTAN.

Les partis de gauche, le mouvement progressiste en général, ne peuvent pas se contenter de juger ces événements comme si nous étions les maîtres de la politique de l'Union Européenne ou comme si nous avions quelque chose à dire au sein de l'OTAN. Il n'y a pas de position homogène entre tous les partis qui composent le Parlement Européen, et la Commission Européenne, le Comité des Ministres qui débat de politique extérieure de l'UE, sont dominés par la droite et le centre-droite.

La question qui se pose à nous est : quelle politique doit mener la gauche européenne vis-à-vis de l'ex-Union Soviétique, comment construire un front de la gauche – socialistes-communistes-écologistes-gauche radicale – qui englobe aussi les forces de gauche des pays de l'Est, l'Ukraine, la Russie elle-même. En Ukraine, le candidat orange qui semble « démocratique » aux yeux de notre gauche en Belgique, ne se souciera pas de faire un cordon sanitaire contre les groupes fascistes de son pays ! Il prépare des alliances avec l'extrême droite sans aucun état d'âme pour avoir une majorité parlementaire. Donc on devrait s'intéresser à ce que pensent et font les partis de gauche, les syndicats en Ukraine, de l'Est comme de l'Ouest, à faire connaître leurs positions et leurs combats et à faire ce front de la gauche au-delà des frontières établies par le capitalisme.

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

La vie n'a pas de sens sans la lutte pour le socialisme  
J. Posadas

Périodique trimestriel en ligne  
Dépôt de Bruxelles 4  
Editeur Responsable  
Polet Claudine, rue des cultivateurs, 62 - 040 Bruxelles  
CCP: 000.0976234-26  
Téléphone: 02/732.21.95.

# Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste  
Section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale Posadiste

43<sup>e</sup> ANNEE - N° 423 - janvier-février-mars 2005 - 1 Euro

## POUR UN FRONT ANTICAPITALISTE DES TRAVAILLEURS FLAMANDS, WALLONS ET BRUXELLOIS

### Editorial

Le gouvernement avait promis des son installation, la création de 200.000 emplois. Pas un seul emploi n'a été créé et, depuis ses grandes déclarations, toute une série d'entreprises ont fermé leurs portes ou en tout cas réduit très fortement le nombre de travailleurs. Ce sont des milliers d'emplois supplémentaires qui ont été perdus. Citons quelques exemples : 284 postes de travail perdus à AGC automotive, 80 chez Durobor à Soignies, des milliers à la SNCB et à la Poste.

Après les Ale et autres Rosetta, on a eu les chèques-services : toutes ces mesures n'ont servi qu'à une petite redistribution des emplois existants et à une précarité croissante.

Dans l'ensemble du pays, la population s'appauvrit, les conditions de vie et de travail pour la majorité des salariés devient plus difficile et plus précaire chaque jour qui passe.

La participation des socialistes au gouvernement n'apporte aucune amélioration sociale à la vie des gens. Toutes les mesures antisociales sont prises avec leur complicité : allongement du temps de travail à 40 heures, blocage des salaires, recul de l'âge de la pension, volonté de suppression des prépensions, flexibilité et délocalisation des entreprises.

Le PS a gagné beaucoup de voix aux dernières élections, mais les travailleurs ont voté socialiste pour une autre politique. Et dans les cabinets, les dirigeants socialistes se bagarrent pour le pouvoir plutôt que pour des idées, ou mieux encore un programme socialiste. Et cette complicité les conduit à faire allégeances à la monarchie et à l'OTAN.

Les 300.000 euros de dépenses de Marie Arena pour renover son ministère et s'offrir un bureau de 2.000 euros ne sont rien à côté des 500 millions d'euros que les pays membres de l'OTAN vont dépenser pour construire le nouveau bâtiment de l'OTAN à Bruxelles. Mais c'est vrai, les enseignants de la Communauté Française et les élèves des grandes écoles ont été choqués des dépenses de leur ministre alors qu'ils doivent parfois suivre des cours dans des locaux délabrés, et assis par terre.

Les socialistes devraient montrer l'exemple, autant à la Communauté française qu'à la Défense Nationale, montrer qu'ils se battent pour une autre société, pour plus de justice sociale et contre la gabegie et les dépenses de prestige ou de soutien à l'OTAN. Mais aujourd'hui, les socialistes ressemblent aux libéraux et les libéraux aux socialistes. On ne voit plus beaucoup de différences. Certains discours de Louis Michel par exemple sont parfois très surprenants.

Les négociations interprofessionnelles sont toujours dans l'impasse, les représentants du patronat sont venus avec leurs seules revendications et se sont offensés des actions inopportunes des travailleurs. Partout dans le pays les travailleurs résistent : à Charleroi, 10.000 personnes se sont retrouvées dans les rues en solidarité avec les verriers, la grande manifestation du 21 décembre a rassemblé plus de 50.000 travailleurs venus en masses de tous les coins du pays. Les travailleurs démontrent dans leur solidarité qu'il n'en ont rien à faire des différences linguistiques et régionales et que les salariés flamands, wallons et bruxellois défendent les mêmes intérêts et se battent ensemble contre le gouvernement, le patronat, pour les mêmes revendications et pour

sauver leurs postes de travail. La révolte et la colère grondent, partout dans ce pays. Même les travailleurs des greffes des tribunaux ont fait grève contre leurs mauvaises conditions de travail.

Pour le moment, les directions syndicales semblent fermes sur le principe de défendre les prépensions, parce qu'ils sont poussés dans le dos par les mobilisations permanentes des travailleurs mais aucune autre revendication n'est mise en avant. Il ne suffit pas de défendre le régime actuel des prépensions ou même quelques centimes d'augmentation salariale qui sont immédiatement récupérées dans les augmentations du coût de la vie. Les revendications fondamentales que la FGTB a toujours mis en avant dans ses résolutions de congrès et réunions, doivent être remises à l'ordre du jour et sorties des cartons. La réduction du temps de travail à 35/32 heures par semaine, l'augmentation des salaires en fonction du coût réel de la vie, le partage du travail et la garantie d'emploi sont des revendications essentielles à défendre, et à agiter dans les manifestations, au lieu de jeter des pétards qui font beaucoup de bruit, mais qui ne peuvent pas remplacer un programme de revendications contre le capitalisme.

### Sommaire

LA CONSTITUTION EUROPEENNE ET LES DIVERGENCES AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS  
pages 2 et 3

RECONSTRUIRE LE COURANT COMMUNISTE EN BELGIQUE  
page 3

UKRAINE : L'INTEGRATION A L'OTAN EST UN ENJEU MAJEUR DES ELECTIONS  
page 4

La discussion sur le projet de constitution européenne a montré que les trois courants de la gauche socialiste Nouveau Monde, Nouveau Parti Socialiste et Forces Militantes, ne sont plus aujourd'hui aussi minoritaires que la direction du PS le laisse supposer. Le résultat du référendum interne qui a eu lieu le 1er décembre 2004 a entériné le Oui à cette constitution, mais le Non de la gauche socialiste a obtenu un peu plus de 41% des voix, exprimant ainsi une opposition importante dont les arguments sont en train de gagner du terrain.

Ce projet de constitution européenne définit des valeurs communes du système capitaliste basées sur la libre concurrence, la compétitivité économique, la propriété privée, mais aussi des choix politiques, économiques et sociaux qui lui sont spécifiques et qui répondent à ces mêmes valeurs. Dans sa globalité ce projet exprime, à travers la forme qu'il prend en imposant une vision ultralibérale de l'Europe, dont aucune des valeurs ne pourra être modifiée qu'à l'unanimité de l'ensemble des Etats de l'Union, l'incapacité du système capitaliste à s'unifier d'une part et d'autre part les disputes que se livrent les différents groupes économiques et financiers européens, ceux qui comptent bien profiter de tout ce que le système capitaliste leur offrira au sein de l'Union Européenne.

D'un autre côté, les explications de texte données par Giscard à la charte des droits fondamentaux, démontrent à travers un large éventail de restrictions quant à la liberté de réunion, d'association, de grève, de négociation, d'actions collectives, quant au respect de la vie privée et familiale, quant à l'éducation gratuite, à la sécurité sociale, aux discriminations, aux étrangers, qu'il n'existe qu'une seule interprétation possible, celle qui décharge les Etats des obligations qu'ils pourraient avoir par rapport à ces droits. La lecture de ce projet de constitution est donc bien essentiellement politique et les conclusions qu'elle impose pour la gauche en général ne peuvent se

faire que sur la base des objectifs, des valeurs et du programme qu'elle défend, tant du point de vue économique que social.

Pour la direction socialiste, ce traité constitutionnel signifierait « une avancée par rapport aux traités antérieurs et ne serait pas d'essence libérale puisqu'il a été approuvé par les partis socialistes et sociaux-démocrates européens, par le Parti des Socialistes Européens et l'Internationale Socialiste, et même par la Confédération Européenne des Syndicats. Le rejeter reviendrait donc à perdre 50 ans et à régresser en matière de démocratie, de plein emploi, de progrès social, de développement durable, d'économie sociale du marché ». Cela signifierait surtout l'isolement du PS qui n'aurait plus de partenaires vers qui se tourner et l'ouverture d'une crise qui affaiblirait l'Europe.

Comment peut-on avancer de tels arguments pour soutenir ce projet de constitution qui va à l'encontre de toutes les valeurs socialistes, du programme pour une Europe sociale, qui s'oppose aux principes même des règles de la démocratie ? Il faudrait dire Oui à ce texte parce que d'autres socialistes l'ont fait, sans d'ailleurs demander l'avis de leur propre base ? Il faudrait dire Oui par peur de rester isolés sans aborder la question de savoir pourquoi une grande partie du reste de la gauche en France a opté pour dire Non à cette constitution ?

La crise politique existe déjà depuis plusieurs années : c'est celle de la social-démocratie qui aurait pu durant l'époque où elle était au gouvernement de 13 pays en Europe changer les orientations et les politiques, conserver les acquis sociaux et maintenir les services publics, mais qui ne l'a pas fait et a permis au capitalisme

## LA CONSTITUTION EUROPEENNE ET LES DIVERGENCES AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

et au libéralisme d'avoir le champ libre pour mener de l'avant un programme de régression économique et sociale !

Ce projet de constitution européenne ne peut être révisable du fait des règles qu'il pose en matière d'unanimité. Il est donc fort improbable qu'une fois entériné comme fondement de la construction européenne ce texte puisse être remis en cause tant sur le plan juridique que politique. D'ailleurs quelle serait la logique d'une remise en cause de ce texte par ceux qui l'auraient accepté ? Cet argument n'a pas plus de valeur que le reste : accepter ce texte c'est accepter l'ensemble des principes et des dispositions qu'il pose car aucune place n'est laissée au débat et à de possibles amendements, c'est aussi renoncer à la lutte pour la transformation de la société.

C'est ce qu'exprime la gauche socialiste dans son ensemble. « Il n'y a aucun compromis acceptable pour les sociaux-démocrates dans ce texte : ni dans le domaine social, ni dans le domaine politique, ni dans le domaine de la défense... Une autonomie accrue vis-à-vis de l'OTAN pour une véritable défense européenne, une politique économique tournée vers la croissance et l'emploi plutôt que vers la stabilité des prix dont seuls les rentiers tirent aujourd'hui profit, une banque centrale européenne enfin placée sous contrôle démocratique... autant de combats qu'un gouvernement de gauche doit pouvoir mener s'il ne veut pas perdre définitivement la confiance de ses électeurs et s'il veut surtout pouvoir conduire demain une politique alternative à la droite ». Ces quelques lignes de l'argumentaire pour le Non de Nouveau Monde résumant de façon éloquente les changements qui sont en train de s'opérer au sein de la gauche socialiste

d'un rassemblement nécessaire avec le reste de la gauche en France, le Parti Communiste, l'extrême gauche, le mouvement de Chevenement et les Verts. Cette discussion sur l'Europe exprime le profond malaise qui existe au sein du Parti Socialiste Français. Elle pose des valeurs, des principes et le cadre du programme qui en découle pour construire une autre société qui puisse tenir compte des besoins et des droits de tous ses citoyens à une vie meilleure et à des relations plus humaines.

Tout ce que prépare le gouvernement de droite en France, selon les objectifs fixés par l'Union Européenne et son projet de constitution, avec les attaques constantes aux conditions de vie, de travail et d'organisation sociale, doit être la base de la mobilisation de l'ensemble des partis de gauche. Ceux qui disent Non au référendum sur la constitution européenne n'ont aucune confusion : il ne s'agit pas de désavouer Chirac et la politique de son gouvernement, mais de refuser la construction d'une société sans avenir pour la majorité de la population, en France comme en Europe, et poser les bases nécessaires pour élaborer de réelles mesures de transformations économiques et sociales.

française : une gauche qui a des valeurs de progrès à défendre, qui sont celles définies entre autres par le programme du Parti Socialiste, comme la défense des services publics ou des 35 heures, qui refuse de s'adapter au libéralisme, de mener la même politique que la droite ou de se compromettre avec elle, et qui revendique la question

## RECONSTRUIRE LE COURANT COMMUNISTE EN BELGIQUE

Beaucoup de choses sont en train de bouger au sein de la gauche radicale en Belgique. La plus importante nouvelle étant celle de la reparation du « Drapeau Rouge » journal du Parti Communiste. Nous saluons ici chaleureusement cette initiative et nous ne doutons pas qu'elle contribuera à enrichir le débat sur le programme, la politique, l'analyse communistes du monde et de notre pays et, surtout, qu'elle impulsera la reconstruction d'une organisation communiste, indispensable pour intervenir et orienter les luttes de tous les secteurs exploités et opprimés de la société capitaliste vers une profonde transformation sociale.

Aucun des groupes politiques de la gauche radicale ne pourra, tout seul, accomplir cette tâche de devenir LE parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Le PTB avait cette ambition et n'y a pas réussi. La crise qui a éclaté en son sein autour de la liste RESIST en témoigne. Il escomptait gagner un nombre important de voix des travailleurs immigrés- considérés subitement comme l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière en Belgique- en faisant une alliance avec la Ligue Arabe Européenne, mouvement communautariste et anti-américain dirigé par Abou Jajah. Le résultat électoral fut très décevant pour ces militants qui s'étaient dépensés corps et âme dans cette campagne électorale. La crise de confiance sur le bien-fondé de cette politique a éclaté et conduit à la séparation-démision d'une partie des responsables du PTB.

Ces militants se proposent maintenant de « rassembler les résistances ». Résistances qui vont des comités de chômeurs aux comités de détenus de droit commun, et se proposent de donner la parole à tous les exclus de la société capitaliste de Belgique. Tout cela est certainement nécessaire. Mais pour les ex-PTB, ce rassemblement doit remplacer « les vaines discussions sur la nature de Cuba ou de la Chine » (selon Nadine RosaRosso dans la revue Contradictions) et sur l'organisation d'une avant-garde ouvrière en Belgique.

Pourtant, s'il y a eu une telle crise dans la gauche ces dernières années, c'est pour ne pas avoir « digéré » ou pu s'expliquer le pourquoi de l'effondrement du système socialiste, le démantèlement de l'Union Soviétique, la régression de tous les Etats ouvriers et des partis communistes dans le monde et en particulier en Europe : ni pourquoi les partis sociaux-démocrates et les organisations syndicales liées à eux, se sont maintenus malgré leur politique désastreuse face à la crise et aux guerres du système capitaliste.

Malgré tout cela, en Belgique, un courant communiste important existe, subsiste et se manifeste sous diverses formes. Mais aucun parti ou groupe, trotskyste ou marxiste-léniniste ou communiste, ne parvient à le monopoliser.

Les listes de Gauche Unie aux élections (quelle année ???) précédentes avaient donné une bonne impulsion pour un rassemblement et une pression à gauche du PS, mais elles sont restées sans suite. Aux dernières élections, il y eut encore près de 70.000 personnes qui ont donné leur voix au MAS ou au PTB qui étaient les seuls à se présenter.

Mais les forces réelles du courant communiste ne se mesurent pas électoralement : elles sont aussi dans le grand mouvement contre la guerre contre l'Irak de 2003, dans toutes les dernières actions des travailleurs pour défendre leur emploi, dans la mobilisation syndicale des 60.000 qui poussent les dirigeants syndicaux à se radicaliser, et dans la réanimation du débat politique révolutionnaire dans notre pays.

Notre parti, et notre journal La Lutte Ouvrière est aussi encouragé à participer à ce débat, à sentir l'utilité de son expérience, des idées posadistes et du programme de la construction mondiale du socialisme pour contribuer mieux à la structuration du courant communiste – au sens le plus large – en Belgique. La création de notre site web, la reparation régulière de Lutte Ouvrière, la participation de nos camarades à toutes les initiatives dans le mouvement syndical, associatif, politique ont pour seul objectif de s'aider à ce rassemblement de tous les communistes qui sera le levier de l'union de la gauche en Belgique.

**La vie n'a pas  
de sens sans  
la lutte pour  
le socialisme**  
**J. Posadas**

# Lutte Ouvrière



Périodique trimestriel  
Dépôt de Bruxelles 4  
Editeur Responsable  
Pôlet Claudine, rue des  
cultivateurs, 62 - 1040 Bruxelles

CCP: 000.0976234-26  
Téléphone: 02/732.21.95.

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste  
Section belge de la IV<sup>ème</sup> Internationale Posadiste

43<sup>ème</sup> ANNEE - N° 424 - mai - juin - juillet 2005 - 0,50 €

## Le NON à la Constitution Européenne et le front de la gauche en Belgique

### Editorial

Le divorce entre les instances parlementaires et l'opinion populaire s'est révélé très important en France. Il l'est encore plus en Belgique. Le referendum sur la Constitution européenne a mis cela en évidence en France, alors que 80% des parlementaires avaient voté Oui, 56% des électeurs ont voté Non. Mais en Belgique, le referendum n'a pas eu lieu. Nos dirigeants politiques de la gauche, tant socialistes que Ecolo, considèrent que le peuple belge n'est pas mûr, pas assez conscient des enjeux

de cette construction européenne et risque de voter dans un sens contraire à celui des partis politiques. Quel mépris de la démocratie !

Les différentes assemblées parlementaires ont donc toutes voté très massivement en faveur de cette Constitution. Si cela s'était passé en URSS, ils auraient tous dit que c'était de la dictature. ... Quelques rares parlementaires ont quand même eu le courage de prendre position contre. Mais ils sont restés très isolés dans les appareils de leur parti où l'ordre de voter Oui ne pouvait être transgressé..

Les responsables socialistes, écolos ou syndicaux, ont aussi tout fait pour éviter et empêcher le moindre débat dans leurs organisations. Même le texte du Traité constitutionnel n'a pas été diffusé. Ce n'est que quelques jours avant le vote français, qu'un journal en Belgique s'est décidé à publier ce document en supplément de ses éditions.

Cependant, dans le Parti Socialiste comme dans la FGTB, les militants des sections n'ont pas manqué de réclamer des débats, et même d'en imposer parfois, malgré les menaces et les interdictions des chefs. Ainsi à la veille du congrès du PS sur cette question, plusieurs sections sont parvenues à faire des assemblées et ont voté majoritairement ou

*suite page 3*

### APRES LES ATTENTATS TERRORISTES DE LONDRES

#### A QUI PROFITE LE CRIME ?

Un groupe se revendiquant de Al Qaida ressuscite chaque fois que le gouvernement Bush et son fidèle chien de garde Blair ont besoin de forcer leurs alliés défaillants à serrer les rangs pour défendre les intérêts vitaux du système capitaliste.

Après Madrid et Istanbul, c'est à Londres que le terrorisme frappe et massacre la population civile. Quel que soit le nom déclaré par ceux qui revendiquent ces attentats criminels, c'est à l'impérialisme US que le crime profite. Le G8 + les gouvernements des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine invités à la grand-messe n'ont eu qu'à marquer leur allégeance avec Bush et Blair.

La réunion extraordinaire de l'Otan tenue en toute urgence va renforcer l'engagement de tous ses membres dans la poursuite de la croisade contre « les pays du mal ». De nouvelles guerres se préparent sous le couvert de la lutte contre le terrorisme. Plus que jamais il faut réclamer le retrait des troupes d'Irak, d'Afghanistan, du Kosovo, la rupture avec la politique de guerre dans laquelle nous mène l'Otan !

le 8 juillet 2005

### SOMMAIRE

A propos de la licence pour construire  
une usine de munitions en Tanzanie  
*page 2*

La fonction du Parlement  
Européen - J. POSADAS  
*page 5*

**FRANCE**  
La victoire du NON au Traité  
Constitutionnel et la recomposition  
de la gauche  
*page 4*

**IRAN**  
Lettres d'Iran du 15 et 25 juin 2005  
*page 8*

**VENEZUELA**  
La constitution d'une réserve  
militaire de deux millions de citoyens...  
*page 10*

## VENEZUELA

La constitution d'une réserve militaire de deux millions de citoyens représente une préparation consciente de l'état révolutionnaire face à l'impérialisme américain.



*« Nous sommes dans un processus dans lequel l'impérialisme prépare inévitablement la guerre. Cela peut prendre du temps, mais cette guerre peut aussi éclater à n'importe quel moment. La décision de lancer la guerre ne dépend pas seulement de la préparation militaire de l'impérialisme, mais également du développement de la crise sociale mondiale ; cette crise conduit à des luttes pour renverser le capitalisme et c'est pour cela qu'il prépare la guerre et va la lancer ».*

Cette analyse faite par J. Posadas en 1979, est saisissante pour son actualité 26 ans plus tard et malgré que les rapports de forces mondiaux ont changé et que le bloc soviétique se soit démantelé. Après que les bureaucraties des Etats ouvriers et des partis communistes ont provoqué la régression de ceux-ci vers le capitalisme, il s'est produit un mûrissement dans l'humanité quant à la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire.

Le processus révolutionnaire bolivarien au Venezuela s'inscrit dans ce mûrissement. L'organisation d'une réserve militaire de deux millions d'hommes et de femmes est un pas très significatif dans la préparation consciente du peuple du Venezuela, aux côtés du peuple cubain, à l'affrontement avec l'impérialisme.

Cette organisation ne se base pas uniquement sur des critères militaires, mais sur des critères de mobilisation sociale populaire. Elle participe du mouvement de masses qui avance lui-même dans la transformation de l'économie du pays. La réserve militaire se construit avec la conscience que l'on défend une alternative historique et pas seulement une résistance militaire. Ainsi, chaque réserviste est lié à un centre de production, et chaque centre de production a ses réservistes.

Il faut, pour y arriver, accélérer l'éducation et la préparation politique de la population. Il faut se préparer rapidement, car l'impérialisme ne va pas tarder à intervenir. Le gouvernement vénézuélien a déjà dénoncé le fait que l'OTAN ait déjà donné le nom du territoire du Venezuela à des simulations d'assaut lors de récentes manœuvres. Mais l'impérialisme doit calculer aussi qu'une attaque contre le Venezuela peut lui coûter extrêmement cher. Chavez n'est pas un Saddam Hussein, ni un Noriega. Il fait preuve d'une grande audace politique sur le plan international et il a organisé la population du Venezuela. Il a établi des accords internationaux importants avec d'autres pays d'Amérique Latine, avec la Russie, la Chine. Il a noué des liens étroits avec Cuba. La stratégie de l'organisation d'une grande réserve militaire est unie à la résolution de défense réciproque entre Cuba et le Venezuela.

Ici, il s'agit, à la fois, de penser et d'agir. Penser et créer des coopératives, penser et accumuler de l'éducation et de la culture, penser et créer de nouveaux modèles de développement endogène, penser et développer tout le territoire du pays, atteindre l'autosuffisance alimentaire, penser et faire vivre la démocratie participative, la lutte anti-corruption et anti-bureaucratie, rompre les institutions héritées du passé et créer une nouvelle structure sociale.

La structuration de cette immense réserve militaire s'inscrit dans ce processus global de transformation de la société du Venezuela et montre aussi ce que veut dire une réelle démocratie populaire.

extrait d'une lettre des camarades du Venezuela – mai 2005

## A propos de la licence pour construire une usine de munitions en Tanzanie

La polémique des partis politiques au sujet d'une licence accordée à l'entreprise liégeoise New Lachaussée pour construire une unité de fabrication de munitions en Tanzanie, a fait rage en Belgique. Ces munitions devraient servir exclusivement à alimenter les armes des policiers et services de sécurité tanzaniens. Après de multiples revirements, le gouvernement wallon a décidé de suspendre l'octroi de cette licence.

Le gouvernement fédéral a considéré ce projet comme une menace pour la paix dans la région africaine des Grands Lacs, et en contradiction avec l'engagement de la Belgique pour la réussite des processus électoraux prochains en RD Congo et au Burundi. Bien que le gouvernement tanzanien se soit déclaré très respectueux des règles sur cet accord, cette licence a quand même été suspendue.

Pourquoi ce dossier a-t-il pris tant d'importance ? En fait, il met autant en évidence les problèmes dits « belgo-belges » que la question de principe de la production d'armements et la politique étrangère de la Belgique dictée par les intérêts capitalistes des anciens colonisateurs.

Les Ecolos, le PS et aussi le CDH, se sont opposés à ce projet de vente, au nom de « l'éthique », et du fait que ces munitions pourraient être détournées de leur objectif premier et utilisées par des bandes armées qui sévissent dans les autres pays de la région des Grands Lacs.

La préoccupation des opposants à cet accord de licence, comme d'ailleurs celle de ses défenseurs, est-elle bien le développement social et le bien-être de la population tanzanienne ? Participer ou non à la construction d'une

usine de munitions est-elle la réponse la plus adaptée aux besoins de la population tanzanienne ?

Le refus de ces partis politiques d'accorder cette licence au nom de l'éthique est bien hypocrite, quand on se rappelle comment ils ont tous donné leur feu vert à la participation de la Belgique dans toutes les dernières guerres menées au travers de l'OTAN ! Malgré la protestation courageuse de quelques membres de ces différents partis, ils ne se sont pas opposés à la participation de la Belgique à la guerre en Afghanistan, en Yougoslavie et aujourd'hui en Irak (puisque la Belgique y est présente via l'OTAN).

Il y a bien pire que la licence à cette usine de munitions tanzanienne, c'est de tolérer la présence dans notre propre pays, des armes de destruction massive - les bombes atomiques de Kleine Brogel - et de fermer les yeux sur le fait que ces armes échappent à tout contrôle de notre gouvernement, puisqu'elles appartiennent aux Etats-Unis ! Tous les partis ferment les yeux sur cette question et sont complices de la répression contre les jeunes qui manifestent chaque année à Kleine Brogel. Ils acceptent que les Etats-majors de l'Otan, qui est une alliance militaire et fait sans cesse des plans de guerres mondiales, aient le pouvoir d'utiliser ces armes de destruction massive stationnées à Kleine Brogel ! Le gouvernement belge ou wallon ou flamand et les partis qui les soutiennent sont bien mal placés pour dicter qui sont les bons et qui sont les mauvais en Afrique centrale, pour imposer des normes de démocratie qu'ils ne savent pas respecter pour leur propre population en Belgique.

D'autre part, la position du

Parti Socialiste et particulièrement du gouvernement wallon, où la gauche est majoritaire, est tout aussi cynique quand ils prétendent défendre la production wallonne des munitions, et les postes de travail, les possibilités d'emploi de ces entreprises. Leur argument est de dire que de toute façon, les munitions on les fabriquera, donc autant que ce soient les Wallons qui le fassent. Belle mentalité !

La délégation syndicale et les travailleurs de l'entreprise La chaussée défendent également leur emploi, mais avec une vision différente. Ils n'en ont rien à faire des disputes communautaires, et des bagarres politiciennes et ce qu'ils veulent, ce sont des garanties d'avoir encore de quoi faire vivre leurs familles demain. Ce n'est certainement pas juste d'aller manifester aux côtés de leur patron pour obtenir ces garanties. Leur prise de position est limitée en défendant seulement l'emploi. Mais, la région wallonne et le Parti Socialiste ne leur donnent aucune orientation, aucune idée, aucune perspective sociale progressiste. La délégation et les travailleurs pourraient faire des propositions et donner des alternatives à la production d'armement, montrer qu'il est possible de dépasser cette conception corporatiste et régionaliste de la production. Les travailleurs de l'entreprise préféreraient sans aucun doute fabriquer autre chose que des munitions, des vélos par exemple, ou d'autres choses utiles. Mais ce sont les capitalistes qui ont le pouvoir économique et pas encore les travailleurs. Les propositions pour reconverter l'industrie d'armement en production utile pour les populations doivent venir des partis de gauche et des syndicats dans leur en-

semble, elles doivent s'accompagner d'une politique progressiste d'un gouvernement de gauche, et du contrôle de l'Etat sur l'industrie, du contrôle ouvrier sur le contenu et la destination de la production.

Le ministre De Gucht n'est pas plus « pacifiste » que le gouvernement wallon, parce qu'il s'oppose à l'octroi de la licence de fabrique. Et entre les différents partis politiques, et surtout entre le gouvernement fédéral et le gouvernement wallon, ce conflit sur les munitions en Tanzanie, s'est envenimé à cause des polémiques communautaires, comme presque tous les problèmes de la Belgique et les intérêts du peuple tanzanien n'entrent pas du tout en ligne de compte. Merci, la réforme de l'état !

Sur ce problème également, la gauche doit avoir une vision liée à la lutte contre le capitalisme et pour la transformation sociale. Le système capitaliste a besoin de la guerre pour survivre, la plupart des entreprises capitalistes en Belgique travaillent pour la guerre. Et pas seulement en Belgique, d'ailleurs.

Tant que le système capitaliste existe, la production d'armements lourds ou légers, nucléaires, biologiques, chimiques ou autres va continuer. Il est donc essentiel que le contrôle de la production des armes soit dans les mains de l'Etat et non des entreprises privées.

Est-il plus éthique de laisser ou de contribuer à fabriquer un système électronique très sophistiqué, qui sert à guider « une bombe intelligente » sur un objectif, comme les Etats-Unis en utilisent en Irak actuellement ? Par contre, au Rwanda, le génocide s'est accompli avec des machettes, instruments qui en principe servent à l'agriculture. Les armes, quelles qu'elles soient, sont l'instrument d'un système social, et en l'occurrence tant que le système capitaliste fonctionne, c'est lui qui décide quoi produire pour son plus grand bénéfice.

*suite page 3*

suite de la page 2

La campagne des mouvements de paix et des associations pour le développement est tout à fait légitime quand elle démontre que la production de munitions et donc la stimulation de conflits armés, n'aident pas un pays à sortir de l'arriération et du cercle infernal de la pauvreté, ni à se développer. Mais il faut aussi montrer du doigt et dénoncer les réels responsables et savoir proposer des alternatives aux travailleurs du secteur de l'armement, telles que la reconversion du secteur, discuter un plan européen de reconversion de l'industrie d'armement, l'étatisation et le contrôle populaire sur ce secteur industriel..

Il faut aussi proposer une tout autre politique étrangère de l'Etat belge : se rendre indépendants de l'Otan et des Etats-Unis tout d'abord. Lutter pour une Europe socialiste, qui garantira une politique européenne de paix et de solidarité internationale. La politique actuelle du gouvernement belge et de l'Union Européenne vis-à-vis de l'Afrique Centrale est toujours dictée par les intérêts des multinationales, des anciens colonisateurs. Il en est de même vis-à-vis de tous les ex-pays socialistes d'Europe et de l'ex-URSS. Il en est de même pour l'Amérique Latine, où Cuba et le Venezuela sont considérés comme des « dangers pour la démocratie occidentale ». Ce n'est pas innocent si l'Otan a ciblé de récentes manœuvres militaires contre un « ennemi » nommé « Venezuela ». Alors, pourquoi ne pas proposer au gouvernement de la Région Wallonne, qui a quand même une majorité de gauche, d'engager une politique progressiste en faisant des accords avec le gouvernement de Hugo Chavez, qui veut le progrès de la population de son pays. L'industrie wallonne de l'armement pourrait contribuer à l'armement de la réserve militaire de 2 millions de gens que le Venezuela est en train d'organiser pour contrecarrer les tentatives de renversement du gouverne-

ment populaire par les Etats-Unis.

**Etatisation de l'industrie d'armement en Belgique !**

**Reconversion sous contrôle ouvrier pour contribuer au progrès et non à la destruction des peuples !**

**Balayons devant notre propore porte: les bombes atomiques US hors de Belgique !**

3 juillet 2005

## Le NON à la Constitution Européenne ...juin 2005

suite de la page 1

par une forte minorité pour le Non. Mais le congrès lui-même s'est conclu sur 98% de votes pour le Oui !

L'opposition à la Constitution anti-sociale et ultra-libérale s'accroît à mesure qu'on se rapproche de la base socialiste et syndicale et se réduit pratiquement à zéro quand on est au sommet. Ce n'est donc pas seulement un divorce entre les parlementaires et les électeurs en général. C'est surtout une dictature des dirigeants politiques et syndicaux de la gauche sur leur propre base.

Quand il s'agissait de la Directive Bolkestein, ils se montraient tous très radicaux et dénonçaient ce projet comme une grave attaque aux droits sociaux des travailleurs, belges et européens. Mais la Constitution n'est qu'une prolifération de « directives Bolkestein » ! Leur radicalisme contre la Directive était donc bien suspect. Ce qu'ils voulaient en fait démontrer, c'est que par leur politique de pression, de lobbying sur le Parlement européen et la Commission, il était possible d'obtenir des amendements, des améliorations. C'est bien ce qui s'est passé ensuite : la directive Bolkestein a été « suspendue » pour quelques petits liftings et la prochaine version ne manquera pas d'être adoptée tant par les socialistes que par les écologistes, avec l'appui des directions syndicales.

Quant à la Constitution européenne, ils se sont tous efforcés de démontrer qu'elle est un moindre mal, qu'elle est certes « libérale », mais saupoudrée de « social », donc il faut absolument voter pour elle, et une fois adoptée, elle pourra être améliorée dans ses aspects trop libéraux. Mais, pour cela, il faudrait aussi que le parlement européen ait un réel pouvoir législatif et que les députés de gauche y soient majoritaires. Il faudrait que la gauche soit unifiée sur un programme commun européen.

En attendant, ce sont les lois du capitalisme, du marché, de la propriété privée, la loi du plus fort, le militarisme et l'allégeance à l'OTAN qui décident comment diriger cette Union Européenne.

Avec ou sans Constitution, l'Union Européenne a déjà un arsenal énorme de lois, de directives, de décrets qui servent les intérêts de la bourgeoisie et d'une petite couche des classes moyennes. Mais ce ne sont pas les intérêts de la majorité de la population de Belgique. Seulement, nos dirigeants socialistes et syndicaux n'ont aucune alternative à proposer aux travailleurs, aux chômeurs, aux jeunes ou aux retraités. Ils ont tous présenté le Marché Commun Européen comme une planche de salut pour la population.

Mais la crise du capitalisme ne présente aucune éclaircie. Le secrétaire de la FGTB, Henri

Mordant, en faisait bien le constat : si les travailleurs sont au chômage, veulent la prépension, c'est parce qu'il n'y a pas d'emploi ! et d'accuser le patronat et le gouvernement de ne pas offrir de postes de travail. Mais alors, pourquoi la FGTB n'a-t-elle pas dit un mot contre la Constitution européenne, pourquoi n'oblige-t-elle pas le PS à changer de position et à s'engager dans la lutte pour défendre les emplois existants, les services publics, un programme pour mettre l'économie au service des populations. Cela exigerait d'affronter le grand patronat, les banquiers, les capitalistes, au niveau de la Belgique et dans toute l'Europe. Ils ne sont pas prêts à s'engager là car cela exigerait aussi de renoncer à des positions sociales bien avantageuses pour cette bureaucratie. Cependant la volonté de lutte des travailleurs les obligera à sortir de leur inertie.

Le front de la gauche, ce n'est vraiment qu'à partir de la base qu'on peut le construire, et avec les dirigeants qui ont encore un minimum de conscience socialiste. L'exemple de ce qui se passe en France et dans d'autres pays d'Europe est très encourageant. Un front est en train de se constituer, avec les associations altermondialistes, les partis communistes, trotskystes, les tendances de gauche socialiste pour jeter les bases d'une plate-forme pour une alternative européenne à cette Constitution qui ne sert que les intérêts capitalistes.

juin 2005

## France

# LA VICTOIRE DU « NON » AU TRAITE CONSTITUTIONNEL ET LA RECOMPOSITION DES FORCES DE GAUCHE

La victoire du « Non » au Traité Constitutionnel le 29 mai en France, suivie par celle du « Non » aux Pays-Bas, a créé un état de panique dans les instances dirigeantes européennes. Elle a mis à jour leur incapacité à construire un modèle politique et social européen commun, qu'elles voulaient imposer dans la plus grande illégitimité démocratique. Mais le formidable débat public qui s'est développé dans toute la France autour des véritables enjeux de la construction européenne, et qui a trouvé des relais dans toute l'Europe, a fait éclater leur soi-disant unité.

L'intérêt commun n'a jamais été qu'une façade et le système capitaliste se retrouve paralysé, incapable de s'unifier et de se créer une représentation politique à l'échelle de l'Europe.

Aujourd'hui tout se rediscute au sein des bourgeoisies européennes et d'une façon générale tout ce qui échappe au contrôle des gouvernements nationaux : la monnaie unique pour certains, les pouvoirs démesurés de la Banque Centrale, le report des référendums prévus pour « éviter la contagion », la légitimité des votes antérieurs, la poursuite de l'élargissement de l'Union Européenne.

La construction de l'Europe, définie par les directions capitalistes comme le contrepoids à l'hégémonie américaine, n'est qu'un leurre car elle lui reste soumise de toutes façons à travers le contrôle économique des grandes multinationales et la dépendance de la majorité des pays à leur politique de guerre et à l'OTAN.

L'Europe capitaliste est dans une crise profonde et ne peut offrir aucune perspective pour les gouvernements qui la constituent. L'échec des négociations budgétaires du dernier Conseil Européen de Bruxelles, où ont dominé marchandages et affrontements, en est un exemple. Ce n'est pas le rejet du Traité Constitutionnel qui a provoqué cette crise, mais il a par contre permis d'accélérer la remise en question du processus de construction européenne parmi les pays membres. Et la prise en charge pour les six prochains mois de la présidence de l'Union Européenne par Tony Blair ne va pas améliorer cette situation, avec un projet pour l'Europe qui prévoit l'accélération du démantèlement des protections sociales, l'accroissement de la compétitivité et de la concurrence, le développement d'un partenariat avec les Etats-Unis. C'est sans doute ce programme qu'il faut considérer comme le « modèle social européen » qui doit améliorer la vie des citoyens, prôné par les partisans de l'ultralibéralisme.

Malgré le rejet du Traité Constitutionnel en France et aux Pays-Bas, l'Union Européenne est donc bien décidée à poursuivre la même politique ultralibérale. C'est ce que démontre également le remaniement ministériel en France où de Villepin et Sarkozy s'emploient avec beaucoup d'énergie à la poursuite de la déconstruction des services publics, du code du travail, et au renforcement de la répression et de la politique sécuritaire.

Le nouveau plan pour l'emploi n'a rien de nouveau. C'est un énième plan qui permet encore plus de précarité avec des contrats ayant une période d'essai de deux ans, plus de flexibilité et d'allègements de charges sociales pour le patronat, mais qui ne va pas résoudre la question fondamentale du chômage dans un contexte économique où les licenciements, les fermetures d'usines et les délocalisations continuent de s'étendre. Au démantèlement du droit du travail s'ajoutent l'accélération des privatisations avec Gaz de France, la vente d'actions par l'Etat de France Télécom ou des autoroutes, le non remplacement des départs en retraite de la fonction publique et

le recours aux ordonnances pendant l'été pour faire passer en dehors du Parlement et en toute liberté toutes les mesures jugées nécessaires par ce gouvernement.

Quant au Ministre de l'Intérieur il reprend son grand cheval de bataille sur le tout sécuritaire : le nettoyage des cités, la mise au pas de la justice, la reconduite immédiate aux frontières pour les immigrés et une répression accrue tous azimuts.

Voilà les conclusions que Chirac et son gouvernement tirent des résultats des dernières élections : on a bien compris le message mais on maintiendra notre ligne politique en utilisant la force s'il le faut.

Mais ce gouvernement a omis une chose importante, c'est que le mouvement social qui s'est créé pour le « Non » à gauche ne va pas s'arrêter à la victoire remportée le 29 mai. Cette victoire est celle de la classe ouvrière, des travailleurs, des chômeurs, de tous ceux qui se battent pour la dignité et les droits humains.

Ce mouvement de résistance à l'ultralibéralisme, les 900 collectifs constitués de militants politiques, de syndicalistes, d'associations ou de simples citoyens, a modifié considérablement le rapport de forces dans tout le pays. Il est en train de s'organiser pour coordonner des actions unitaires, construire ensemble à partir de valeurs communes les bases d'une alternative politique antilibérale en France et en Europe : la défense des services publics, la défense des acquis sociaux et des droits de tous les citoyens, le respect de la démocratie.

Ce mouvement a aussi fait émerger une dynamique politique unitaire entre le Parti Communiste, la gauche socialiste et des Verts, la LCR, la Gauche Européenne, les altermondialistes, qui cherche à construire une nouvelle majorité politique afin de résister à la mise en œuvre de la casse orchestrée par l'ultralibéralisme en France et en Europe et trouver des éléments d'unification permettant la création d'un manifeste pour une Europe sociale.

Des manifestations sont en préparation partout dans le pays et en Europe pour donner un nouveau souffle à la politique de l'emploi, à la formation, à la recherche, pour supprimer la directive Bolkestein, pour préparer le prochain Forum Social d'Athènes.

Ce formidable mouvement de rébellion et de résistance pour le « Non » en France a permis de porter le débat sur l'Europe dans tout le pays malgré l'opposition de certaines directions politiques et syndicales, d'alliances politiques contre nature, et d'imposer la défense de valeurs communes refusant la fatalité économique et politique et un modèle unique économique ultralibéral qu'on voulait imposer au mépris des citoyens.

Il a réussi à mobiliser une grande partie de la population française en réduisant le taux d'abstention à 30%, à entraîner une majorité de militants et de sympathisants socialistes à se désolidariser des positions de sa propre direction et à se réapproprier le terrain politique pour exprimer sa volonté de transformer la société. Il a réussi à fédérer la gauche européenne qui n'a pas pu s'exprimer par le vote sur la question de l'Europe et à être porteur de nouveaux espoirs.

C'est sur la base de ce mouvement citoyen et de la dynamique qu'il a créée qu'il sera possible de reconstruire une véritable direction politique de gauche avec un programme de transformations économiques et sociales en France comme en Europe.

30 juin 2005



# LA FONCTION DU PARLEMENT EUROPEEN

(Suite de la page 5)

péen est un instrument chargé d'ouvrir une soupape aux luttes de la classe ouvrière, il amène les partis ouvriers à chercher une perspective inexistante, une perspective de transformations par la voie pacifique. En pleine crise brutale du système capitaliste, la bourgeoisie ne va pas instituer un parlement européen dans lequel on discute le progrès de l'Europe. Pour survivre, elle doit faire la guerre, elle doit licencier des centaines de milliers d'ouvriers pour maintenir et augmenter sa compétitivité et ses profits. Il est absurde de croire que le Parlement européen sera un instrument pour établir de meilleures relations sociales en Europe. Il est destiné, au contraire, à détourner le mouvement ouvrier, à organiser systématiquement le contrôle des luttes et des concurrences intercapitalistes. C'est aussi un moyen de développer le carriérisme parlementaire, la conception réformiste dans le mouvement ouvrier, socialiste et communiste.

Il faut intervenir dans le parlement européen en dénonçant sa finalité, et maintenir la lutte pour les transformations sociales, même si le mouvement ouvrier n'a pas beaucoup de poids numérique dans ce parlement. Il faut le prendre comme une tribune pour s'adresser aux masses d'Europe et du monde, comme le faisait Lénine à la Douma, et comme il faut le faire dans tout parlement national. Montrer que le progrès passe par des transformations so-

ciales. On ne peut pas attendre que le nombre des députés de gauche augmente jusqu'à changer le rapport des forces au sein du parlement. Il faut changer les rapports de forces sociaux. Il faut donc coordonner la participation au parlement européen et la lutte syndicale et politique pour réaliser des transformations sociales. Il faut mener la lutte pour les étatisations, la planification économique et le contrôle ouvrier. Il faut démontrer que la classe ouvrière est le seul représentant du progrès de la société. C'est un mensonge de prétendre qu'une autre forme de progrès existe. C'est la lutte pour les transformations sociales qui représente la forme la plus élevée et concentrée du progrès. On peut changer un gouvernement et le remplacer par un autre meilleur. Mais cela ne dure qu'une semaine car le système capitaliste est d'une telle nature qu'il génère quotidiennement de la corruption. Même si un type peut être plus corrompu qu'un autre, la corruption reste toujours une partie intégrante du système capitaliste.

Le système capitaliste produit la bombe à neutrons, organise les massacres au Vietnam, en Rhodésie. Le parlement européen ne va rien permettre de différent. Il ne peut donner aucune alternative, aucune perspective de développement des relations sociales progressistes. C'est absurde de croire le contraire. Il faut soutenir un programme de transformations sociales et mener lutte pour l'imposer

par la force. Il faut se préparer à défendre ce programme, à l'impulser, à l'appliquer par la force, en s'alliant avec les Etats ouvriers.

Le capitalisme, dans une attitude désespérée, tente d'attirer la bureaucratie syndicale et politique, il essaie de gagner du temps historique afin de pouvoir régler la concurrence intercapitaliste. Pour le moment, il essaie de régler cette concurrence au moyen du « serpent monétaire ». Il établit des accords entre les pays européens par l'intermédiaire du système financier. Il ne faut pas croire que ce système monétaire va s'installer au bénéfice des pays capitalistes les plus pauvres, comme l'Italie, le Portugal ou l'Espagne. Les pays capitalistes qui décident dans cette organisation monétaire sont ceux qui commandent, c'est à dire la France et l'Allemagne. L'Angleterre n'entre pas dans ce système monétaire car ses intérêts sont en contradiction avec ceux de la France et de l'Allemagne. Les grands pays capitalistes sont ceux qui décident dans le système monétaire, les autres leur servent d'appoint. Ils se mettent tous ensemble pour affronter la concurrence économique des Etats-Unis.

Il faut participer aux élections pour le Parlement européen, tout en défendant la nécessité des luttes pour les transformations sociales. Il faut se préparer et appeler le mouvement ouvrier à imposer par la force ces transformations sociales si le capitalisme ne les accepte pas. Imposer par

la force, cela ne veut pas dire que dix personnes doivent s'imposer à dix millions, mais que des milliers vont entraîner les autres dans la lutte pour les transformations sociales.

Les contradictions aiguës qui s'expriment tous les jours dans le système capitaliste, s'expriment également au Parlement européen. L'aiguïsement de la lutte des classes va s'y exprimer aussi. Le Parlement ne pourra pas décider dans un sens favorable au progrès de la société, de l'économie. Il va servir à régler les problèmes des multinationales. S'il ne fait pas cette tâche, le capitalisme va s'en débarrasser. Le Parlement européen tend à créer des illusions, il entretient une masse de fonctionnaires, crée une multitude d'organes sur lesquels le capitalisme s'appuie pour contenir le développement indépendant des partis communistes et socialistes. Il faut discuter la question de la finalité du Parlement européen. Est-ce qu'il représente la forme la plus élevée de la démocratie ? Non. Le capitalisme a recours à cet organisme pour essayer de concilier, de régler ses disputes internes, pour attirer les forces d'opposition, les neutraliser et les dominer.

En Italie par exemple, sept millions d'ouvriers travaillent « au noir ». Ils font du travail à domicile, 20 heures par jour, pour avoir de quoi vivre. Si on trouve des chaussures italiennes, des vêtements italiens à bas prix sur le marché mondial, c'est à cause de ce travail au noir. Est-ce que le Parlement européen va résoudre cette question ? Non. Il va dé-

(Suite page 7)

fendre surtout et avant tout, le capitalisme français et allemand. En Allemagne qui est le pays capitaliste le plus riche, il y a déjà 1,1 million de chômeurs. L'impérialisme français est très riche aussi, mais il y a 1,7 million de chômeurs en France. L'Etat français vient de faire un emprunt de 25 milliards de FF, c'est le troisième emprunt en deux ans. La faiblesse de l'Etat français n'est pas visible parce que le capitalisme a de l'argent et parce qu'il y a en France 1,5 million de travailleurs immigrés. Le capitalisme soutient l'Etat impérialiste français pour faire des affaires, et celui-ci s'endette. L'endettement de l'Etat, cela signifie l'augmentation des prix, la détérioration des conditions de vie. L'Allemagne se trouve dans la même situation : l'Etat de la « puissante » Allemagne capitaliste a une dette valant quasi 20% de la richesse nationale, qu'il doit aux capitalistes allemands. Dire que le grand développement de l'économie rend l'Etat puissant, est un mensonge. L'Etat français ainsi que l'Etat allemand est endetté et soumis financièrement aux capitalistes. C'est cela qui, en dernière instance, détermine les nominations des juges, des ministres ou des présidents. Les capitalistes pourraient présenter, en bloc, une demande de remboursement à l'Etat et provoquer une chute brutale des finances, du crédit, de l'autorité politique de l'Etat. Ainsi, l'Etat capitaliste, qui semble très puissant, est en réalité très faible, car il est très endetté. Est-ce que le Parlement Européen va régler ce genre de problèmes ? C'est la lutte des classes qui permettra de le résoudre et non le Parlement.

Il faut intervenir au Parlement Européen tout en maintenant la défense d'un programme anticapitaliste et de transformations sociales dans chaque pays. Il faut considérer le Parlement Européen comme une tribune qui sert à dénoncer le système capitaliste. Il faut dénoncer le système monétaire européen, le « serpent », c'est à dire les fluctuations des monnaies. Ce système monétaire permet à un pays plus faible, comme par exemple l'Italie, d'avoir une certaine marge de manœuvre avant le recours à une dévaluation de sa monnaie. Les autres pays capitalistes lui font un prêt pour soutenir artificiellement cette monnaie. Ce sont les masses de tous les pays d'Europe qui vont en sortir perdantes.

Les multinationales sont la partie la plus structurée du capitalisme et ce sont elles qui ont créé « le serpent monétaire » pour faire face à la crise du système capitaliste. L'Italie, la Grèce, le Portugal n'ont rien à dire dans le système monétaire européen. Ce sont de petits pays que l'Europe veut intégrer, soutenir et assister au plan économique et financier, pour empêcher un développement de la

concurrence intercapitaliste et pour contenir un aiguisement de la lutte des classes. L'Europe cherche à les attirer, en s'appuyant sur la grande bourgeoisie de tous ces pays, c'est à dire celle qui détient la finance, l'industrie, l'agrobusiness. Les populations des pays les plus faibles vont payer les conséquences. Une autre finalité du Marché Commun est aussi la concurrence avec les Etats ouvriers. Celle-ci s'exerce au quotidien. Les organes créés par le Marché Commun cherchent à régulariser cette concurrence, de façon à atténuer la pression des luttes de classes.

Une question fondamentale à l'étape actuelle qui se pose à l'Europe, c'est de donner aux ouvriers étrangers les mêmes droits sociaux et politiques qu'à ceux de chaque pays européen, et d'inscrire ces droits dans la constitution. En France et en Allemagne, il y a des millions de travailleurs étrangers qui n'ont même pas le droit de voter. Il est certain que s'ils avaient ce droit, une grande majorité voterait communiste ou socialiste. Ils interviendraient aussi avec beaucoup plus de forces dans la lutte anticapitaliste. Tout cela n'intéresse pas le Parlement Européen.

Une autre question fondamentale est celle de l'élargissement de l'Europe à ces nouveaux pays qui, comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, sont surtout des pays agricoles et qui n'ont pas de perspective de développement dans le Marché Commun. Ils sont des concurrents des grands pays européens qui sont également producteurs agricoles, comme la France et l'Allemagne. Le Parlement Européen ne peut régler cette question, car ce sont les grands capitaux qui décident et n'acceptent pas d'être entravés dans leur pouvoir de décision.

Il faut montrer cette crise du capitalisme et intervenir dans le Parlement Européen, tout en organisant la lutte extraparlamentaire. Les syndicats doivent organiser un mouvement pour améliorer les conditions de travail, réduire le temps de travail. Il faut aussi l'intervention des partis socialistes, communistes, des groupes gauchistes sur une plate-forme anticapitaliste. Aucun Parlement Européen ne peut répondre à tous ces problèmes.

**J. Posadas**

3 décembre 1978

## Les nouveautés de juillet 2005 sur notre site

<http://www.quatrieme-internationale-posadiste.org/>

Dans la rubrique  
POSADISTES AUJOURD'HUI  
PUBLICATIONS

### **Revolução Socialista N°15**

Journal des Posadistes au Brésil  
juin 2005

Dans la rubrique  
QUI SOMMES-NOUS ?

### **La crise du capitalisme, la guerre et le socialisme**

**J. Posadas**  
16 avril 1978

Dans la rubrique  
NOUVEAU

### **Brésil**

Changer la politique économique pour combattre la misère,  
qui est la pire des corruptions- juin 2005

Dans la rubrique Lutte Communiste

### **LUTTE COMMUNISTE N° 526**

Journal des Posadistes en France  
Deuxième trimestre 2005

## Lettre d'Iran du 15 juin 2005

### Quel fascisme ?

On crie maintenant au fascisme. Un grand nombre de journaux et d'organisations ont commencé la campagne électorale, en donnant leur soutien à Rafsandjani. Et ils crient que si le maire de Téhéran arrive à la présidence, ce sera le fascisme. Les infos les plus fantaisistes circulent sur le Web et par les sms. On crie à la fraude électorale. On dénonce que les organisations paramilitaires de masses, telles que le « Basij » (qui rassemble des millions de volontaires) ou les Gardiens de la révolution interviennent pour orienter les masses vers « le pire de tous, c'est à dire Ahmadinejad ». Comme si ces organisations ne faisaient pas partie de la société, et n'avaient pas le droit d'avoir une opinion ! D'autres maudissent le peuple iranien qui aurait « toujours été mesquin et lèche-cul, au cours de toute son histoire, toujours soumis aux grands pouvoirs turc, mongol ou arabe et qui, pour survivre, a appris la fourberie, la trahison, l'obséquiosité ». Cela fait penser à l'opposition à Hugo Chavez au Venezuela, de la part de la bourgeoisie, des intellectuels, de la petite-bourgeoisie aisée. Ils hurlent parce que, malgré leurs bonnes intentions, ils sont obligés de choisir entre ce qu'ils appellent « le voleur et l'assassin ». Et manifestement, ils ont choisi le Grand voleur, le Grand patron, celui qui a désarmé la Révolution de 1979.

Rafsandjani est aussi celui qui a prolongé pendant 6 ans la guerre contre l'Irak, avec tout ce que cela signifiait en pertes humaines et matérielles, en perte de temps, en perte de tant de forces révolutionnaires parmi les jeunes qui, sans cela, joueraient un rôle déterminant dans le processus révolutionnaire iranien. C'est encore Rafsandjani qui a commencé la répression sociale et économique intérieure, en provoquant les hausses des prix des produits de base, des loyers, en dévaluant la monnaie nationale par rapport au dollar afin d'augmenter le volume moné-

taire et payer les dépenses courantes, en prenant en mains toutes les affaires de l'état pour les mettre au service des monopoles privés, en réduisant fortement les subsides sociaux, en supprimant les subventions des produits de base. Cela a fait basculer 40% de la population au-dessous du seuil de pauvreté.

Malgré ce bilan désastreux, toute une partie de l'appareil clérical, de la presse, des intellectuels, des étudiants, une partie des communistes et de la gauche ouvrière, passent l'éponge sur ces méfaits du Grand patron, pour se concentrer sur la campagne pour faire échouer la candidature de Ahmadinejad. Mais tout cela ne suffira pas à renverser le cours des événements : le maire de Téhéran gagne de plus en plus de terrain, il parle de façon précise et claire, et s'appuie sur les réalisations sociales de son administration de la ville pendant ces trois dernières années, accomplies malgré les sabotages du Ministère de l'Intérieur.

A l'approche du scrutin, les attaques contre Ahmadinejad sont de plus en plus intenses. Elles se retourneront comme un boomerang contre les futurs perdants ! Ahmadinejad a déjà fait des assemblées avec 140 députés, parmi les 230 qui composent le parlement, ainsi qu'avec des experts et de nombreux professeurs d'économie. Il leur propose de participer à l'élaboration d'un programme de développement économique à court terme, qui donne des résultats rapidement quant à l'élévation du niveau de vie de la population. Il s'engage à « couper les mains des patrons du pétrole » et à mettre les bénéfices de l'exploitation pétrolière sur les tables des familles. Quant à la politique extérieure, il dénonce le pouvoir actuel qui en fait une question gigantesque, à la portée seulement des grands spécialistes. Il dit que pour affronter la politique extérieure, il faut d'abord un renforcement du pays et un développement économique pour la population.

Les médias internationaux

sont pris au dépourvu, ils ne s'attendaient pas à ce résultat. « Al Ahram » (journal égyptien) dit même que les menaces de l'administration américaine et les dernières interventions de Bush (disant que ces élections étaient une farce et appelant à désertir les urnes) ont eu l'effet inverse: la participation électorale n'a fait qu'augmenter. L'intervention des masses populaires dans ce processus électoral est très significative, quand on considère le profond mécontentement des masses envers la politique de ces 16 dernières années. Il faut rappeler ici l'analyse de J. Posadas (1) sur la conscience des masses qui passent au-dessus de tous leurs dirigeants. Un processus très intéressant est en train de prendre forme. Il est quasi certain que, ce vendredi, Ahmadinejad sera président ! L'histoire donne à nouveau l'occasion de reprendre le cours d'un Etat révolutionnaire, avec ou sans méthodes révolutionnaires.

(1) Ce Texte a été publié dans la collection Edition Science, Culture et Politique en 1980

Prix: 1,5 €+ frais d'envoi

#### Le processus permanent de la Révolution en Iran

3 décembre 1979

J. POSADAS

Le processus Permanent de la Révolution en Iran



édition: Science, Culture et Politique

Pour obtenir cette brochure, envoyez un message électronique à

**posadistes@chello.be**

## Lettre d' Iran du 25 juin 2005

# La victoire du radical Ahmadinejad et les problèmes face au nouveau pouvoir en Iran

Ahmadinejad a gagné largement les élections, ne laissant aucune possibilité d'embrouilles à ses opposants. Sur les 46 millions d'électeurs, il y a eu 27.959.253 votants. Ahmadinejad a obtenu 62% de ces voix, Rafsandjani en a obtenu 36% et il y eut 66.770 votes nuls.

Le journal « Kayhan » dénonce des tentatives de la part du Ministère de l'Intérieur et du Ministre en personne, d'interrompre les activités électorales dans plusieurs sièges électoraux de Téhéran, sous le prétexte que « des étrangers intervenaient en faveur d'un des candidats ». Pourtant, tout l'appareil électoral est aux mains du Ministère de l'Intérieur, qui est lui-même aux mains du parti de Rafsandjani (« Kargozaran ») ou du « Mosharekat » (parti des ultras libéraux). D'autre part, plusieurs ministres de cette obédience étaient directement présents aux sièges centraux de toutes les villes importantes.

Le journal « Shargh » (Orient), de la tendance de Rafsandjani, sert d'organe de la contre-révolution et diffuse des mots d'ordre trompeurs et hystériques, des accusations de fasciste et d'obscurantiste envers Ahmadinejad. Jeudi (à la veille du second tour), ce journal donnait 54,5% à Rafsandjani et déclarait que si ce score n'était pas atteint, ce serait la preuve de la fraude électorale de l'adversaire !

Le scénario était prêt pour faire annuler les élections, semer la panique et provoquer des affrontements. Mais le sabotage du Ministre de l'Intérieur n'a pas duré plus d'une heure et a été dénoncé par le Conseil des Gardiens (qui a le pouvoir législatif de bloquer l'activité des sièges électoraux). Comme la différence des voix entre les deux candidats était très grande, il devenait difficile de parler de fraude ou de boycott.

Une importante compagnie japonaise a donné beaucoup d'argent pour la campagne de Rafsandjani. Les Européens, à la fin de la dernière réunion sur la question nucléaire, ont demandé que l'Iran maintienne la suspension de l'enrichissement de l'uranium. Les Etats-Unis ont à nouveau lancé des menaces contre l'Iran et font une campagne agressive contre ces élections. Tout s'accélère. Il y a la pression du gouvernement français sur le Liban, la réunion de l'UE et des USA avec les bandits irakiens, les changements en Syrie. D'autre part, Poutine déclare qu'il veut continuer la collaboration nucléaire avec l'Iran et refuse les menaces des USA.

A Téhéran, il y avait la fête sur les places publi-

ques. On sentait l'allégresse de la population, tout comme le sentiment d'abattement des autres. A l'université, des étudiants avaient publié des tracts de dérision, qualifiant les candidats du premier tour des élections de « sept samourais » et ceux du second tour de « prince et mendiant ». Dans les milieux intellectuels et de la petite-bourgeoisie professionnelle, nombreux étaient ceux qui votaient pour Rafsandjani, malgré leur dégoût pour lui, car ils considéraient Ahmadinejad comme une sorte de « lumpen ». La radio américaine en langue perse commentait le caractère de classe de ces élections.

La vérité de la lutte de classes, des luttes sociales et la nécessité urgente de transformations vont s'imposer. Ahmadinejad soutient les investissements privés, mais uniquement ceux qui sont productifs pour le pays : c'est déjà une révolution ! Il veut couper les mains des familles et des clans qui ont pris possession du pétrole et il veut mettre les bénéficiaires du pétrole à la table des familles populaires : c'est une autre révolution ! Comment faire pour nettoyer cet appareil immense et parasitaire qui est contre lui ?

Pendant les deux années qu'il a passé comme maire de Téhéran, il avait déjà fait un grand nettoyage de l'appareil municipal bureaucratique et corrompu, remplacé les vieux cadres pourris par des jeunes qui n'avaient certes pas toute la maturité requise pour manœuvrer parmi les fourbes et les voleurs, mais qui travaillaient durement et apprenaient rapidement.

Ce sera utile de transmettre l'expérience du gouvernement vénézuélien et du mouvement de Chavez pour faire le nettoyage dans l'industrie pétrolière et pour prévenir les sabotages et les boycotts. Il faut s'attendre à des fuites de capitaux (le nouveau Président n'entre en charge que dans plusieurs semaines), à des sabotages, des grèves passives etc.. Il faut préparer des mesures radicales telles que le changement de la monnaie, la prise de contrôle de la banque centrale de l'Etat, la transparence du fonctionnement de la banque, la transparence de la diplomatie, de la politique extérieure etc.. ; susciter la participation des organisations rurales, ouvrières, de médecins, d'enseignants, à la nomination des ministres et au fonctionnement des ministères.

L'Iran est en train d'intervenir à nouveau avec force sur la scène politique moyen-orientale, arabe et internationale !

Le 25 juin 2005

**Sans la lutte pour  
le socialisme,  
la vie n'a pas  
de sens**

**J. Posadas**

Périodique trimestriel  
Dépôt de Bruxelles 4  
**N.A. P501172**

Editeur Responsable  
Pôlet Claudine, rue des  
cultivateurs, 62 - 1040 Bruxelles

CCP: 000.0976234-26  
Téléphone: 02/732.21.95.

# Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste  
Section belge de la IV<sup>ème</sup> Internationale Posadiste

43<sup>ème</sup> ANNEE - N° 425 - août - septembre - octobre 2005 - 0,50 €

## Aucun « plan » capitaliste ne peut sauver la Wallonie et la Belgique

### Editorial

Les plans du gouvernement fédéral, tout comme ceux du gouvernement wallon, pour résoudre la crise de la Belgique se suivent et se ressemblent. Que ce soit un soi-disant plan de création d'emploi, ou un plan de développement des entreprises privées, leur point commun est de ne créer aucun emploi réel et stable.

C'est une des raisons du manque de confiance de la population dans la coalition rouge-bleu. Une autre raison, ce sont toutes les affaires de corruption financière, de cumuls de mandats, de dépenses démesurées des élus, dans toutes les instances où ils ont des postes. Et cela ne touche pas uniquement les mandataires socialistes.

Après le plan du gouvernement fédéral pour la création de 200.000 emplois, voilà que le gouvernement wallon a pondé un « Plan Marshall ». Ce seul nom prête déjà à une extrême confusion. Il rappelle le plan du général américain Marshall qui, en 1947, a proposé que le gouvernement américain injecte dans l'économie européenne une somme de l'équivalent de 5 milliards d'euros pour relever l'économie des différents pays d'Europe après les dévastations de la guerre pour freiner et empêcher l'influence de l'Union Soviétique en Europe.

C'est la majorité de centre gau-

che PS-CDH, en Wallonie qui a pris l'initiative de concocter ce plan. La première question à se poser est pourquoi élaborer un plan de relance économique en Wallonie alors que le gouvernement fédéral avait déjà proposé un programme de création de 200.000 emplois. Ensuite, on a beau chercher et chercher encore, ce plan n'a rien de socialiste, ni même de progressiste.

« Créer des pôles de compétitivité, stimuler la création d'activités » : passons outre ce bla-bla incompréhensible pour un simple mortel ; il ressemble à tout plan présenté par un patron d'usine au conseil d'entreprise, que les représentants du personnel doivent étudier et juger en quelques jours. Derrière les grands mots du Plan, il n'y a que du vide en ce qui concerne le principal problème de la population : le chômage. C'est la conception capitaliste, libérale, qui guide tout ce Plan. Les socialistes, les chrétiens progressistes, les Ecolos, se sont tous rangés derrière le sacro-saint principe de l'initiative privée : tous considèrent que le salut de l'économie est dans la création tous azimuts de PME et qu'il suffit

de leur donner un petit coup de pouce pour qu'elles se mettent à créer des milliers de postes de travail !

C'est un plan destiné à encourager le patronat, à sauver « sa région », Il offre des majorations du taux des primes à l'investissement, ainsi que des réductions de cotisations patronales à la Sécurité Sociale. Il offre aux PME le droit d'embaucher un apprenti avec un contrat de travail à durée déterminée pendant 2 ans comme Villepin le propose pour la France, et de pouvoir le licencier après ces deux années.

Il est prévu entre autre un budget de 55 millions € pour payer des formations supplémentaires aux demandeurs d'emploi dans les secteurs concernés par le plan Marshall : les sciences du vivant, l'agroalimentaire, l'ingénierie mécanique, le transport et la logistiques et l'aéronautique. Ils seront donc directement orientés et liés par cette formation à l'entreprises concernée.

Pour financer ce plan qui représente une somme globale de 1 mil-

*suite page 2*

### SOMMAIRE

La réunion du G8,  
les attentats de Londres  
et les plans de guerre  
du capitalisme

page 3

Manifeste du Journal  
Posadiste « Revolucao  
Socialista » du Brésil

page 4

J. POSADAS  
Démocratie bourgeoise  
et Démocratie Socialiste

page 6

60 ans après  
le bombardement  
de Hiroshima et Nagasaki

page 8

Extraits de lettres d'Iran  
du 6 août 2005, 31 août  
et 16 septembre 2005

page 9

*Extraits de lettres d'Iran, 31 août et 16 septembre 2005*

ne l'a jamais réalisée. Il a dit aussi que la justice ne veut pas dire « socialisation de la misère », mais redistribution équitable de tous les biens et ressources du pays. En disant cela, on dirait qu'il se protège contre ceux qui l'accuseraient de vouloir un socialisme islamique.

La discussion est donc très ouverte. Il faut attendre les développements qui interviendront à la suite de nouvelles diatribes, disputes et luttes internes. Khamenei appuie Ahmadinedjad dans son idée de transformations sociales. Mais il lui dit d'avancer doucement, avec pondération, de prévenir de violentes ruptures. Il ne veut pas, à l'inverse de ce que prévoyait le nouveau Président et, avant lui, Ahmad Tavakoli, rompre net avec le passé, il veut des changements mesurés. C'est ainsi qu'il a recommandé de chercher les nouveaux ministres dans les cercles de l'ancien gouvernement, parmi des gens expérimentés dans l'exercice du pouvoir.

Et voilà la première crise ! Les nouveaux ministres ne sont pas ceux prévus par Ahmadinedjad. Sur les 21 ministres qu'il avait proposés, le parlement en a déjà rejeté 4, - ceux qui étaient les plus proches du Président. Par exemple, le candidat pour le Ministère du Pétrole ne faisait, certes, pas partie de la Compagnie et n'avait pas l'expérience ni la connaissance spécialisée des champs pétrolifères, mais il avait été le bras droit d'Ahmadinedjad dans l'administration de la ville de Téhéran, comme responsable de la comptabilité et il aurait été très utile pour débusquer les comptes secrets et obscurs du secteur du Pétrole et pour lutter contre cette mafia. De toutes façons, on dit maintenant qu'il sera envoyé à la direction de la Banque Centrale de l'Etat. Mais ce qui n'est pas bon par contre, c'est le fait que le nouveau ministre désigné pour la

Compagnie du Pétrole est un homme de Zangene, le ministre sortant, champion de la corruption et des détournements.

La lutte n'est que reportée à un peu plus tard. Un secteur des travailleurs et cadres de l'industrie pétrolière est déjà en train de dénoncer une des raisons d'être de la mafia : les contrats établis en faveur des compagnies étrangères, les préférences accordées à l'exportation du gaz au lieu du pétrole, l'exportation du brut au lieu des produits dérivés, l'importation d'essence au lieu de la construction de nouvelles raffineries, la tendance à la baisse du prix du brut, l'isolement des techniciens iraniens qui sont obligés « de la fermer ».

Le gouvernement hybride de Ahmadinedjad a obligé tous les nouveaux ministres à signer un engagement sur divers points d'ordre moral et à accepter d'être démis de leur fonction au bout d'un an s'ils ne respectaient pas leur serment. Il a également commencé à écarter bon nombre d'anciens responsables des postes-clé et à y mettre des cadres à lui. Entre autres, dans le secteur du Tourisme et des Biens Culturels. Il a bloqué un énorme marché spéculatif mené par des parents de Rafsandjani, il a chassé les deux fils de ce dernier du projet de construction du métro de Téhéran, il a gelé les négociations spéculatives autour de la construction du nouveau siège de la Compagnie Pétrolière. Mais le plus important de tout, c'est qu'il a déchiré le contrat de 360 millions de dollars pour l'extraction du gaz, établi avec Haliburton de Dick Cheney et son bras droit iranien Oriental Oil Kish ! Il se prépare à faire de même avec la Shell, accusée de ne pas avoir respecté les termes du contrat. Ce n'est pas le pouvoir judiciaire, mais les organismes internes de la Compagnie elle-même, qui mènent tout cela de l'avant. La

Compagnie Turk Cell est également en difficulté dans le domaine des téléphones portables.

En même temps que ces attaques contre les grandes spéculations internationales et contre le secteur libéral, le gouvernement multiplie les privatisations dans tous les secteurs économiques : banques, hôtels, infrastructures touristiques, actions des entreprises, des centrales électriques. La tendance est au renforcement du marché intérieur capitaliste. La perspective d'intégration à l'OMC s'éloigne. Le gouvernement insiste par ailleurs sur la nécessité de tout faire pour favoriser les classes déshéritées et réduire le fossé entre les classes sociales. Toutes choses qui sont inconciliables. Bientôt l'Etat devra à nouveau intervenir étant donné que le secteur privé ne peut pas se développer s'il ne spéculé pas.

**La politique  
extérieure  
et la question  
nucléaire**

Sur la question du nucléaire, la réaction globale est de caractère nationaliste. Sous la pression des Pays non alignés, l'AIEA avait d'abord renoncé à porter la question au Conseil de Sécurité. Ensuite, les 3 Européens, et le président Chirac en personne, ont sorti de nouvelles menaces contre l'Iran. Khamenei a riposté durement en disant que les Européens prêtaient le flanc aux prétentions des Etats-Unis et que l'Iran cesserait de les écouter et défendrait ses propres intérêts.

Le gouvernement va donc briser les scellés à Natanz également ; c'est là que se réalise la véritable activité d'enrichissement de l'uranium. L'armée iranienne a installé des missiles terre-air dans toute la zone autour de la centrale nucléaire de Bushehr

et menace de représailles toute tentative d'agression.

A l'Assemblée Générale de l'ONU, Ahmadinedjad a été fort stimulé par le discours du Président du Venezuela, Chavez. Lui-même a mis en accusation l'impérialisme yankee et européen. A son retour à Téhéran, il a fait une réunion avec les journalistes en disant : « Koffi Annan m'a félicité pour mon premier discours et m'a déclaré que l'Iran a raison juridiquement sur la question nucléaire, mais qu'il vaut mieux ne pas le dire tout haut pour s'éviter des problèmes. Mais j'ai quand même dit tout ce que j'avais à dire et l'Assemblée de l'ONU m'a appuyé sans réserve ».

L'impérialisme voudrait porter la question de l'Iran au Conseil de Sécurité, mais déjà la Chine, la Russie et l'Inde sont du côté iranien et veulent que la question reste au niveau de l'AIEA. Le Brésil et les Non alignés ont soutenu la position iranienne lorsque Ahmadinedjad a dit que le Conseil de Sécurité devait servir à garantir la sécurité des nations au lieu de défendre la sécurité de quelques-uns et la domination des puissants. Il a défendu le droit de tous les peuples et pays en voie de développement de maîtriser le cycle complet de la production nucléaire sans quoi ils resteraient toujours soumis au bon vouloir des puissances nucléaires. Cet affront rendra les impérialistes encore plus vulnérables et plus agressifs.

Le processus se développe très rapidement, d'une part, avec l'intervention des secteurs qui veulent empêcher la formation d'une direction ayant plus conscience des tâches d'une révolution sociale et nationale, et d'autre part, avec l'intervention plus dynamique des secteurs radicaux qui disposent maintenant de meilleurs instruments de contrôle.

# Aucun « plan » capitaliste ne peut sauver la Wallonie et la Belgique

(Suite de la page 1)

liard €, une des pistes du gouvernement wallon est de vendre les 50% des 3,2 % de parts publiques que la Région Wallonne détient encore dans Arcelor-Cockerill, ce qui rapportera 180 millions €. Les autres pistes pour ce financement sont plus nébuleuses: par exemple, on propose de « créer une politique de rigueur budgétaire et de contribution des trésoreries de certains pararégionaux » qui débloquerait 300 millions €, ou encore de « dégager des marges budgétaires » qui donneraient 473 millions €.

Voilà donc le programme du gouvernement pour sauver la Wallonie. Le Parti Socialiste est le principal initiateur de ce plan libéral, capitaliste qui utilise des derniers deniers publics de la Région au profit du privé, de l'économie de marché.

Il n'y a aucune avancée, aucun projet pour une création de nouveaux réels emplois stables à durée indéterminée, pour endiguer réellement la plaie de la Wallonie qui est le chômage. Au même moment où le gouvernement wallon annonce le plan Marshall, la SONACA annonce la perte de 297 postes de travail et le passage du temps de travail de 35 heures à 38 heures semaine.

Le seul apport d'argent frais pour réaliser le plan vient de la vente des parts de la Région Wallonne dans ARCELOR. Tout le reste sont des glissements de budgets d'un ministère à un autre. Le PS et le CDH donnent la Région wallonne en pâture au privé. Pas besoin des Libéraux pour faire une politique libérale en Wallonie, le PS et le CDH le font très bien tous seuls.

Avec ce « Plan Marshall », le PS veut gagner de l'influence dans les milieux privés pour montrer et démontrer que le PS peut gouverner, y compris au niveau fédéral sans le MR et que le président du PS, Elio Di Rupo est tout à fait premier-ministrable. C'est une offre aux capitalistes wallons pour être plus forts dans la région, et pouvoir concurrencer l'économie capitaliste de Flandres.

Mais pour les travailleurs, il n'y a rien !

Le Parti Libéral s'est publiquement réjoui de ce beau plan capitaliste. Il souligne avec raison que le gouvernement CDH-PS met en application ses propres recommandations. Mais il est aussi profondément furieux d'avoir été écarté du pouvoir gouvernemental. Ce n'est pas par hasard que les « affaires » reviennent à la surface.

L'affaire de « La Carolrégienne » tombe à pic, comme par hasard, juste au moment de la mise en œuvre du Plan Marshall et juste avant les élections

communales. N'est ce pas l'arbre qui cache la forêt ? Il s'agit bien évidemment d'un règlement de comptes entre le MR et le PS. Le MR s'est lancé à dénoncer les pratiques financières du PS, dans les institutions publiques, alors qu'il utilise les mêmes méthodes impunément. Il fait payer très cher au Parti Socialiste son ambition de vouloir gouverner à tous les niveaux de pouvoir sans lui.

Dans le Plan Marshall, il faut souligner qu'aucune place n'est réservée à un plan de construction et de rénovation des logements sociaux. Par contre, les glissements dans les budgets ministériels pour financer le Plan Marshall risque bien de se faire aux dépens de ce secteur. Que reste-il des projets antérieurs du gouvernement en ce qui concerne la grave crise des logements pour la population ?

Il manque des logements dans notre pays à des prix démocratiques. La part du logement dans les budgets des ménages est beaucoup trop importante. Il faut proposer un plan de

construction de logements un plan de rénovation dans tout le pays, et le développer comme un service public, faire un plan de travaux publics sous le contrôle populaire et syndical, créer des coopératives. Cela permettrait de créer des dizaines de milliers d'emplois.

Tous les partenaires sociaux, représentants des classes moyennes et représentants des organisations syndicales FGTB et CSC approuvent le Plan « Marshall », avec quelques critiques, et corrections. Il n'y a donc aucune opposition anticapitaliste, ni même progressiste et à ce plan.

La politique du Parti socialiste, tant au niveau fédéral que régional opère un fameux virage à droite. Depuis Porte Alegre, et la démocratie participative, depuis les universités d'été et les ateliers du progrès des années précédentes, depuis les discours anticapitalistes de Elio Di Rupo aux divers forums sociaux en Europe, il y a un changement très significatif. Le PS entame un virage à droite évident, avec l'ambition pour le président du Parti socialiste de devenir Premier Ministre d'un prochain gouvernement fédéral, à la Tony Blair.

## Les nouveautés d'octobre 2005 sur notre site

<http://www.quatrieme-internationale-posadiste.org/>

### Dans la rubrique NOUVEAU

#### **France**

Editorial de LUTTE COMMUNISTE

Sur la crise du Parti Socialiste

#### **Grande Bretagne**

Editorial de RED FLAG

A propos des attentats de Londres et des élections

### Dans la rubrique LUTTE COMMUNISTE

journal des Posadistes en France

#### **LUTTE COMMUNISTE N°527**

3e trimestre 2005

### Dans la rubrique POSADISTES

**Aujourd'hui - PUBLICATIONS**

**VOZ POSADISTA** - août 2005

Journal des Posadistes en Colombie

### **RED FLAG N° 452**

Journal des posadistes en Grande Bretagne

Nouvelle publication de Colombie "Ediciones Ciencia Cultura y Política"

El estado revolucionario y el programa de transformaciones sociales de América Latina

Compilation de textes de J.POSADAS

### Dans la rubrique QUI SOMMES-NOUS ?

LE PROCESSUS MONDIAL REVOLUTIONNAIRE ET LE COURS DE LA REGENERESCENCE PARTIELLE DANS LES ETATS OUVRIERS

**J.Posadas** - 19 juillet 1975

# LA REUNION DU G 8, LES ATTENTATS DE LONDRES ET LES PLANS DE GUERRE DU CAPITALISME

La réunion du G 8 des 6 et 7 juillet 2005 en Ecosse avaient pour but de discuter d'un « plan pour l'Afrique » préconisé par Tony Blair, faisant état d'une augmentation de l'aide publique au développement et de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, ainsi que de la reprise des négociations entamées depuis Kyoto sur les changements climatiques de la planète, thèmes contestés par certains pays capitalistes et particulièrement les Etats-Unis.

Ces thèmes ont provoqué une mobilisation importante des populations européennes et particulièrement de nombreux jeunes pour faire pression sur ce sommet capitaliste, avec des concerts dans 9 capitales, des manifestations et un contre sommet des altermondialistes à Edimbourg ayant pour thèmes changer le monde, abolir la pauvreté, résoudre la question du plein emploi, mettre un terme à la guerre et à l'occupation de l'Irak, arrêter le processus de privatisations des biens publics.

Face à cela, les mesures de sécurité prises pour ce sommet des plus grands pays capitalistes ont mobilisé plus de 10.000 policiers équipés de matraques et de gaz irritants pour empêcher l'approche du lieu de la réunion par les manifestants, et tenaient compte d'un plan d'évacuation d'urgence du lieu de la réunion en cas de troubles et de débordements.

C'est dans ce contexte, et alors que le sommet du G 8 était à peine ouvert, que les attentats de Londres ont éclaté. Tout comme à Madrid en mars de l'année dernière, les bombes ont explosé avec une précision d'horloger à plusieurs points stratégiques du métro, tuant ou blessant des ouvriers et des employés se rendant à leur travail.

Quelque soit la main ou le cerveau qui a programmé ces attentats, les effets au niveau politique ont été immédiats : l'état d'alerte générale qui a suivi a provoqué, sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, un renforcement des mesures sécuritaires et une mise

en place de mesures liberticides dans toute l'Europe.

Cette lutte contre le terrorisme menée par les Etats-Unis, et soutenue par un secteur de la bourgeoisie européenne, démontre aujourd'hui son échec, que ce soit en Afghanistan où la paix et la stabilité n'ont toujours pas été rétablis, en Irak où la guerre fait des ravages dans les rangs de l'armée américaine et les budgets de l'administration US sans pour autant trouver une issue politique, et en général dans l'ensemble du Moyen-Orient où se développe une résistance de plus en plus grande du mouvement islamiste.

Mais cet échec de la soi-disant lutte contre le terrorisme a aussi développé d'importants mouvements de protestations et de résistance partout dans le monde, y compris aux Etats-Unis où la mobilisation des mères des soldats disparus en Irak est en train de prendre de plus en plus d'ampleur.

Face à cette situation le capitalisme doit nécessairement trouver d'autres solutions, en dehors de toute sphère démocratique, pour continuer à mener sa guerre contre les pays islamistes et imposer son point de vue aux secteurs de la bourgeoisie européenne peu enclins à soutenir cette politique belliciste. Il lui faut trouver les moyens de soumettre tous les gouvernements et centraliser l'Europe dans le maintien des conditions de guerre et d'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, et préparer les conditions favorables à de nouveaux processus de guerre, contre l'Iran par exemple qui réaffirme sa volonté de poursuivre ses activités nucléaires.

Les attentats de Londres arrivent à point nommé pour réaliser cet objectif. Ils permettent de créer le chaos et de générer un climat de peur au sein de la population et de la bourgeoisie européenne, engendrant un repli sécuritaire et la recrudescence d'agressions racistes. Ils permettent aussi de couper court au débat sur l'Afrique et le développement des pays pauvres suscité par la réunion du G 8 et qui

pour Georges Bush signifient un « effort incompatible avec les pratiques budgétaires ». Ils permettent enfin de faire en sorte que tous les pays présents au sommet, sans prendre d'engagements précis par rapport à la discussion programmée, se retrouvent unis autour de Tony Blair pour prendre des décisions contre les libertés en Europe.

Outre l'arrestation de 700 manifestants contre le sommet du G 8, certains pays européens, dont la France, mettent en place l'affrètement de charters communs pour renvoyer dans les plus brefs délais les étrangers dans leur pays d'origine. De son côté l'OTAN décide dans le même temps, toujours sous le prétexte de lutter contre le terrorisme, une centralisation de tous les services militaires et policiers.

De par sa nature le système capitaliste n'a pas de borne à sa folie. Le gouvernement américain mène ses préparatifs de guerre et cherche par tous les moyens à entraîner derrière lui tous les grands pays capitalistes. Il dépense des sommes colossales pour ses infrastructures et ses objectifs de guerre aux dépens de sa propre situation économique et de sa population. Rien d'autre ne l'intéresse comme le montre son incapacité à gérer le drame de la Louisiane où les gens doivent survivre sans rien à manger, sans eau potable, sans médicaments durant quatre jours avant que les premiers secours arrivent avec des moyens totalement insuffisants.

Il faut étendre la discussion sur la nature du système capitaliste dans toute la gauche en Europe. Trop de divergences existent dans les partis de gauche et les syndicats sur ces questions, les empêchant d'avoir une vision claire de ce processus qui avance inéluctablement vers la guerre. De nombreux mouvements de résistance existent partout dans le monde et particulièrement en Europe contre la guerre et la régression des acquis sociaux, comme l'a démontré en France le résultat du « Non » au référendum sur la Constitution Européenne. Mais pour que ces mouvements puissent se développer et s'organiser comme un réel contre pouvoir il est nécessaire de les unifier sur la base d'un programme qui propose une autre alternative politique et sociale au système capitaliste.

3 septembre 2005

# Lutte contre la corruption : OUI !

## Coup des médias pro-impérialistes: NON !

### LULA: Transformations sociales, MAINTENANT !

Le pays se rapproche dangereusement de la déstabilisation. Les élites les plus réactionnaires se préparent à reprendre le contrôle total de l'Etat, comme elles le tenaient avant 2002, renforcées par une possible défaite de la gauche, dont l'incidence retombera sur tout le peuple brésilien et surtout, sur ses secteurs les plus pauvres et exploités. Le rêve du « gouvernement des travailleurs » peut se transformer en cauchemar. Il reste une chance, c'est que le gouvernement de Lula se mette à réaliser, de façon accélérée, l'engagement sur lequel il a été élu : promouvoir des transformations sociales, tout de suite ! Mais pour que cela arrive, il faut que la partie restée saine du PT, les mouvements sociaux et les intellectuels de gauche, les forces sociales organisées par l'Eglise catholique, les syndicats, ne renoncent pas à la lutte sous l'influence de la guerre médiatique déchaînée contre le Président de la République et la gauche en général. C'est là un des objectifs de la droite : semer la confusion et désarmer moralement et politiquement la gauche, en l'accusant d'utiliser des pratiques irrégulières ( qui sont d'ailleurs le propre de la droite, dans toute son histoire électorale et parlementaire) . Quand la droite recourt à de telles pratiques, les médias se taisent. Ils en sont un des bénéficiaires. Mais, quand c'est le PT qui fait ce jeu du pouvoir économique électoral, c'est devenu intolérable !

Que personne ne s'y trompe : leur guerre n'est pas contre la corruption, mais bien contre le projet de transformations sociales ! S'allier à la droite, aux conservateurs, aux PFL et PSDB, dans l'illusion de

« moraliser » le Congrès National, c'est se mettre la tête sous la guillotine. Prenons-en pour preuve l'éditorial de « The Economist », la revue anglaise du grand capital, disant que les problèmes de corruption au Brésil peuvent très bien se résoudre en faisant plus de privatisations, en privatisant Eletronorte, Petrobras, Banco do Brasil, Correios, etc.. Autrement dit, la droite ne s'intéresse pas à la transparence, mais à la poursuite des privatisations et de l'internationalisation de l'économie brésilienne, politique pour laquelle le gouvernement de Lula reste, malgré toutes ses limitations, un obstacle.

Il y a de bonnes raisons pour que la droite ne soit pas complètement satisfaite du gouvernement Lula. Passons-les en revue :

L'impérialisme n'est absolument pas satisfait des résistances opposées par le Brésil à l'Alca. Il est même furieux de son rapprochement avec le Venezuela, de ses efforts pour s'intégrer à l'Amérique Latine. Il est impatient de reprendre l'escalade des privatisations, la dévastation néolibérale, comme l'a déclaré récemment José Serra, à « Valor Economico », le journal des grandes entreprises : « nous devons assurer la continuité des privatisations interrompues par le gouvernement de Lula ». L'impérialisme ne peut avoir confiance dans un président-ouvrier, susceptible de se retourner en faveur des pauvres et qui, malgré les lamentables limitations de son gouvernement, développe une politique d'affrontement avec Bush et l'OEA, maintient les accords avec Cuba pour les programmes d'alphabétisation massive des régions pauvres du Brésil, soutient une politique de

rapprochement avec les pays arabes, avec la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et la Russie. L'impérialisme exige des garanties beaucoup plus importants que celles accordées naïvement par Palloci et Meirelles (deux ministres PT) quant à la continuité des politiques de concentration des capitaux, de profits plantureux pour les secteurs financiers, de tranquille impunité des multinationales et des spéculateurs internationaux qui se promènent dans les parages. Il n'ave pas les réticences du gouvernement brésilien face à l'invasion de l'Irak, sa recherche d'alliances avec les pays du « Sud », l'impertinence envers l'impérialisme, que signifient les visites fréquentes de Hugo Chavez et la vente au Venezuela d'avions militaires et d'armements, ainsi que la constitution de sociétés publiques multi-états comme Petrosul et Telesur.

Il ne faut pas oublier les sinistres paroles de FHC (Fernando Henrique Cardoso, le Président sortant) en avril dernier, aux Etats-Unis, quand il assumait la présidence de l'institution « Dialogue Américain » : il faut une présence accrue des Etats-Unis en Amérique Latine, car cette région est en train de devenir trop rebelle ». De toute évidence, FHC, au nom de la droite, tire la sonnette d'alarme, sur les victoires de candidats progressistes au Brésil, en Uruguay, Argentine, ainsi que sur les luttes immenses des masses de Bolivie et d'Equateur qui entravent les projets néolibéraux, ainsi que sur l'approfondissement de la révolution bolivarienne au Venezuela, sa coopération stratégique avec Cuba et d'autres pays par l'intermédiaire de Petro-Caribe etc.. Ce n'est

pas par hasard que cette prise de position fut un signal du déclenchement soudain de la campagne orchestrée entre les médias pour déstabiliser le gouvernement. La droite voit que le néolibéralisme est battu en brèche en plusieurs endroits, et elle craint que ces vents antilibéraux conduisent le gouvernement de Lula à changer de route. Ce qui serait d'ailleurs la seule issue véritable à la crise dans laquelle il est plongé !

Les erreurs et les crimes commis par les dirigeants du PT, s'ils sont de réelles monstruosité du point de vue de l'histoire du PT et de la simple éthique humaine, ne sont cependant rien du tout par rapport à la criminelle politique néolibérale des années 80 et 90, y compris toutes les corruptions possibles et imaginables. La liste de ces corruptions est toujours la même : achat de votes, pots-de-vin, détournements de ressources publiques, évasion de capitaux, blanchiment d'argent etc... Mais il faut y ajouter les privatisations, le démantèlement de l'Etat, vente du patrimoine national, le pillage des richesses de l'Amazonie, le monopole privé des médias, la domination quasi absolue des intérêts du capital dans toutes les sphères de la vie. La Constitution de 1988 a été déformée, annulée, violée, il n'en reste presque rien. Et la droite déclare ouvertement que la poursuite de l'œuvre de FHC est à son agenda pour la prochaine saison politique.

Donc le système de corruption n'a pas commencé maintenant et ce n'est qu'un petit sous-produit du fonctionnement normal du système capitaliste, dans ou hors des élections. Il ne faut pas perdre de vue, comme l'a

dénoncé le gouverneur Roberto Requiao, que c'est le néolibéralisme qui paie les députés pour garder intacte la politique économique néolibérale, au moyen notamment de la cooptation de dirigeants du PT. Le plus grand crime de la direction du PT, en réalité, fut de maintenir intactes une grande partie de ces politiques.

L'hypocrisie de la droite et des medias est illimitée : ils essaient de détruire Lula et le PT mais de préserver le Ministre Palloci et sa politique en faveur des banquiers. Mais pourquoi ne disent-ils qui a coordonné la campagne électorale de Lula, au cours de laquelle s'est appliquée cette ligne de dangereux rapprochement avec le grand capital : c'est le même Antonio Palloci, qu'ils défendent si bien ! Là-dessus, c'est le silence.

### **La défaite du gouvernement serait celle de tous les travailleurs**

Maintenant, il faut prendre ses responsabilités : il faut sortir définitivement de la scène ces dirigeants du PT, ces parlementaires, ces hautes instances syndicales, ces intellectuels, tous ceux qui justifiaient la modestie des progrès sociaux et les innombrables concessions économiques aux ennemis de classe ! maintenant, il faut se battre sur le terrain de la lutte de classe !

Nous considérons que la défaite du gouvernement Lula serait une défaite de tous les travailleurs. Les leçons de morale de la grande bourgeoisie et des medias ne sont qu'un paravent pour reprendre violemment, une fois renversé le gouvernement de Lula, le grand système de corruption de l'impérialisme et des banquiers, qui feront du Brésil une colonie, qui permettront une occupation militaire, comme c'est le cas actuellement pour la Colombie ou l'Irak. On a déjà vu ça à l'époque de FHC. Le plus grand délit de cette direction du PT est de ne pas avoir dénoncé ni démolit ce système de

corruption au service de l'impérialisme.

En ce moment, les questions de tactique prennent une importance aiguë : toute action des mouvements sociaux progressistes qui faciliterait des mesures de privatisations sous prétexte que l'Etat est corrompu, serait une grave erreur. Beaucoup de mouvements sont en train de se laver les mains comme Ponce Pilate, ils disent qu'il est inutile de défendre le gouvernement de Lula, ils croient que c'est « le moment de semer de nouvelles graines et d'attendre l'éclosion d'une nouvelle gauche ». Si le gouvernement de Lula devait tomber maintenant, le Brésil deviendrait le royaume de l'agrobusiness, avant que n'importe quelle graine puisse germer.

### **Défendre la souveraineté des 53 millions de votes pour Lula**

Défendre les aspirations des 53 millions de gens qui ont voté pour Lula est une obligation fondamentale, même si le gouvernement Lula a peu de résultats à présenter. Si la droite se lance maintenant dans cette campagne de démolition de l'autorité politique et morale de Lula et du PT, c'est parce qu'elle veut reprendre le contrôle total sur le pouvoir d'Etat qu'elle a dû céder en partie.

D'autre part, la droite est furieuse de la visite de Chavez au Brésil. Elle jette des cris d'alarme contre ce qu'elle nomme « le danger de chavisation de Lula ». Elle est consciente que Lula pourrait encore rencontrer un grand appui populaire s'il faisait appel aux masses, tout comme Chavez l'a obtenu au Venezuela. La droite manœuvre pour forcer Lula à élargir ses alliances au gouvernement et à renoncer à un deuxième mandat ; mais en même temps, elle n'appelle pas ouvertement à un « impeachment » de Lula, car elle craint d'affronter l'appui social que Lula pourrait encore rencontrer.

Dans cette situation, il faut

exiger que le gouvernement de Lula se maintienne jusqu'à la fin de son mandat, et exiger également un virage de 180° de sa politique économique et sociale. Il faut qu'il remplisse ses engagements de construire plus de justice sociale, pas dans 20 ou 30 ans, mais tout de suite. Il faut, dans l'immédiat : la réforme agraire, la redistribution des richesses, la baisse des taux d'intérêts bancaires, l'augmentation du salaire minimum, le contrôle des prix des médicaments et aliments de base, un programme de construction de logements populaires. C'est la seule manière pour retrouver un consensus national, récupérer la confiance dans la Présidence

### **LULA DOIT ROMPRE AVEC LA POLITIQUE NEOLIBERALE SOUS PEINE DE SUICIDE POLITIQUE !**

Il faut en finir avec la corruption en imposant le contrôle syndical et populaire sur tout l'appareil d'Etat en démocratisant les moyens de communication et en brisant le monopole privé sur les medias. Les medias sont actuellement les principaux instigateurs de cette soi-disant « campagne anti-corruption ». C'est inadmissible que le gouvernement de Lula n'engage aucune offensive médiatique, publique contre cette campagne de démoralisation menée par la droite. Combien de radios et TV communautaires ont été liquidées, au temps du gouvernement Lula, sous la pression de Anatel, contrôlée par les oligarchies dominantes ! Il faut annuler tout soutien publicitaire public à ces medias privés et, au contraire, développer des medias publics, les imprimeries populaires et syndicales.

Il faut reprendre avec force la politique d'indépendance nationale et avoir la maîtrise des ressources énergétiques, que ce soit le pétrole ou le « biodiesel » (à base de canne à sucre). Mais il faut accompagner le soutien au biodiesel d'une importante réforme agraire, du soutien aux petits et moyens producteurs et de la lutte pour empêcher la

mainmise du capital étranger. Il faut renforcer les accords de coopération énergétique avec le Venezuela.

Il faut renégocier la dette extérieure, renforcer tous les liens avec les autres pays latino-américains, réviser toutes les privatisations du passé et reprendre le contrôle de l'Etat sur l'économie.

C'est le moment d'agir. A bas le coup d'Etat médiatique en cours. Il faut un virage à gauche immédiat. Moraliser la politique, c'est donner le pouvoir réel au peuple. Il faut appuyer le Président Lula et exiger de lui qu'il revienne à ses origines et reprenne fermement les rênes du gouvernement !

Le Président s'est comparé à Getulio Vargas (Président du Brésil dans les années 50, qui nationalisa les ressources pétrolières), lorsqu'il a lancé le programme de Biodiesel. Mais n'oublions pas que Vargas a été renversé parce qu'il n'a pas osé rompre avec la politique néolibérale ! Lula suit aussi le chemin du suicide s'il poursuit cette politique. Il faut attaquer le néolibéralisme au cœur et commencer, comme au Venezuela, des transformations du système économique.

Il faut que les syndicats, à l'instar du MST (Mouvement des Paysans Terre) présente des propositions claires et concrètes pour faire avancer le contrôle syndical et populaire sur les entreprises d'Etat, pour empêcher toute utilisation indue des ressources publiques, pour obtenir une rigoureuse transparence de leur fonctionnement. Les syndicats doivent intervenir pour punir tous les corrompus et tous les corrupteurs. A commencer par tous ceux qui usurpent les biens de l'Etat, ceux qui font de la spéculation financière. Le gouvernement doit se baser sur les syndicats et les mouvements populaires et couper court immédiatement à toute la politique néo-libérale actuelle.

Journal Revolução Socialista

16 août 2005

# Démocratie bourgeoise et démocratie socialiste

Extrait de

## LE PROCESSUS MONDIAL REVOLUTIONNAIRE ET LE COURS DE LA REGENERESCENCE PARTIELLE DANS LES ETATS OUVRIERS

**J. POSADAS**

le 19 Juillet 1975

La révolution portugaise arrive à une étape à laquelle la préparation d'un coup à la chilienne est évidente. Ils préparent les conditions pour donner le coup. C'est dans cette intention que le Marché Commun lui-même a changé d'avis et a résolu de donner, à certaines conditions, un appui économique au Portugal: il veut stimuler la contre-révolution et non appuyer le gouvernement. Il cherche à appuyer la contre-révolution de l'intérieur, à affaiblir la vie intérieure du Portugal et à impulser des tendances liées au capitalisme pour affaiblir les conclusions socialistes que, dans le cours de la lutte, les militaires pourraient tirer. Il faut faire participer les masses!

Le mouvement communiste mondial ne discute rien de cela! Il discute si Cunhal a raison, oui ou non, si la démocratie est nécessaire ou non, si la démocratie est suffisante, telle qu'elle existe au Portugal. Les socialistes prétendent qu'il n'y a pas de démocratie car on ne les laisse pas dire ce qu'ils veulent: c'est une fausse discussion! Nous invitons les partis communistes et socialistes à discuter: il faut étatiser les principaux moyens de production, des usines, des banques, le commerce extérieur. Il faut la pleine démocratie, la discussion de tous les problèmes. La démocratie doit être un instrument de progrès et non de recul ou de stagnation. Qui détermine où se trouvent

le progrès et la stagnation? La population. Il faut faire en sorte que la population détermine quelle économie est nécessaire: étatisations, planification - ou intérêts privés? Ensuite seulement, il faut discuter quelle sorte de démocratie on veut. Il n'existe pas beaucoup de démocraties. La démocratie signifie le droit de parler, de discuter et essentiellement, le droit des masses portugaises à vivre. Il faut développer une économie qui leur permette de vivre, de développer leur intelligence, leur capacité de penser, c'est-à-dire la propriété étatisée, le contrôle ouvrier, les conseils ouvriers, l'épanouissement des paysans, des ouvriers, des petits bourgeois dans des organes qui dirigent l'économie et tous les aspects de la vie de la société. La population doit intervenir dans tous les problèmes.

C'est ainsi qu'il faut discuter de la démocratie. Il faut présenter le programme, montrer qu'il n'a rien d'utopique. L'armée portugaise est disposée à appuyer ce programme, avec les armes. La bourgeoisie va être contre. Les socialistes aussi. Il faut montrer que c'est cela, la démocratie! Le reste revient à défendre des intérêts capitalistes, c'est-à-dire la guerre, l'oppression, l'indignité, contre l'avance des intérêts de la population. Il ne faut pas qualifier de démocratie le droit de chacun à penser, mais il faut dire en même temps: penser dans quel but? Au nom de quoi?

Sinon la démocratie est une abstraction qui sert aussi bien l'assassin que l'assassiné. L'assassin a le droit de tirer, et la victime le droit d'être tuée: voilà autant de droits démocratiques.

Les militaires avaient prévu tout ce qui se passe actuellement avec l'Assemblée Constituante. Ils lui avaient accordé une autorité très limitée. Les militaires défendaient un programme et étaient résolus à dissoudre l'Assemblée Constituante ou n'importe quelle autre Assemblée, si elle ne respectait pas ce programme. Soares a accepté cette clause. Mais il a changé par la suite, parce qu'il y a été incité par l'impérialisme. Celui-ci espère provoquer une réaction dans toute l'Europe à partir du Portugal et essaie d'influencer Mitterrand pour qu'il fasse, en France, la même chose que Soares au Portugal, sous prétexte de défendre les libertés.

Les Forces Armées ont proposé un programme et un objectif. Si les partis politiques l'approuvaient, ils pouvaient intervenir et, dans le cas contraire, ils ne pouvaient pas intervenir. L'Assemblée Constituante faisait partie de ce programme. Cependant le gros Soares pousse les hauts cris: "nous sommes majoritaires! L'Assemblée Constituante le prouve". Ce n'est pas vrai: dans les élections pour la Constituante, on a voté pour le socialisme, pas pour les socialistes.

Il ne s'agit pas de donner des armes, mais de former des organes ouvriers et paysans pour discuter l'organisation socialiste du Portugal, On peut aussi donner les armes en prévision d'un coup. Il faut faire en sorte

que l'armée ne se limite pas à déclarer ces objectifs, mais qu'elle développe une vie politique, tous les jours. Qu'elle discute dans les casernes, qu'elle rencontre les syndicats, qu'elle aille aux usines et dans les campagnes. Et que les paysans, les ouvriers et les syndicats entrent dans les casernes. Voilà ce qu'il faut faire.

Le Portugal montre un des aspects de la révolution permanente, qui part des aspects les plus arriérés et élève ses objectifs au niveau le plus élevé. Mais il n'y a pas d'organismes. Il faut créer ces organismes. Les communistes n'ont pas d'idées là-dessus et n'ont pas formé d'organismes non plus. Ils gardent encore une conception très arriérée de l'histoire. Leur objectif n'est pas mauvais: ils veulent aller au socialisme. Ils ne le font pas. Il faut poser un fait concret: on peut mener une discussion dans tout le peuple portugais à propos de la façon d'élever l'économie portugaise, d'élever le niveau de vie des masses, la dignité et la prospérité du peuple portugais. Comment faire? Il faut discuter tout cela. Discuter dans la rue, au cinéma, partout, faire des discussions publiques!

Il faut tenir compte que l'impérialisme ne se sent pas la force pour mener une attaque directe. Si on était à une autre étape de l'histoire, il aurait déjà envahi le Portugal, sous n'importe quel prétexte. Mais comme il n'a plus la force de le faire, il cherche des points d'appui dans d'autres secteurs pour le faire à sa place. Il ne fait pas une invasion par peur des conséquences, de la réaction des masses. Mais

là n'est pas l'essentiel: l'impérialisme a peur avant tout des répercussions dans son propre pays, d'un soulèvement du peuple américain contre lui. Il a peur du prolétariat européen. L'impérialisme a compris que n'importe quelle action qu'il entreprend va se répercuter immédiatement contre lui. Il veut donc faire agir d'autres forces. Avant, il le faisait directement lui-même. Mais nous ne sommes plus à l'époque des invasions. Maintenant ils organisent des contre-révolutions. Ils acceptent encore que le Portugal reste au sein de l'OTAN car ils cherchent à influencer une couche du gouvernement, de la population, de l'armée du Portugal, et car ils tâchent de ne pas se présenter comme des ennemis du progrès aux yeux de la population d'Europe.

Il faut se donner l'objectif de présenter un programme qui soit discuté par toute la population: soldats, ouvriers, paysans, petits bourgeois. Que l'on prenne des décisions dans les organismes sur ce programme. On verra bien alors que l'Assemblée Constituante est un simple chiffon de papier: hors d'ici! Il n'y a aucun besoin d'appeler à sa dissolution. A quoi cela sert? Qu'est-ce qu'on met à sa place? Que veut-on de l'Assemblée Constituante? Il ne faut pas mettre l'accent sur la demande de dissolution de l'Assemblée Constituante. Cela ne résoudra rien. Il faut, par contre, appeler à faire fonctionner les organismes de quartier, d'usines et les syndicats. Eux-mêmes diront: qu'avons-nous à faire d'une Assemblée Constituante? C'est nous qui sommes le véritable pouvoir. Il faut unir dans un seul ensemble la fonction de soldats, d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, les socialistes de la tendance Soares inclus. Il faut discuter tout cela. La base socialiste

doit voir que ses dirigeants s'opposent au processus, non pour défendre la démocratie mais pour ne pas discuter le fond du problème: comment et pour qui construire le socialisme? C'est de cela qu'il s'agit. Il faut proposer un programme de planification, d'expropriations: que les masses interviennent dans sa réalisation au travers d'organismes de direction de l'économie, de la pleine discussion de tous les problèmes. Entre autres: il faut discuter comment sortir le Portugal de son état arriéré: par l'économie privée ou par l'économie étatisée?

Il faut prendre comme exemple comment la Hongrie, la Yougoslavie sont sortis de l'arriération en 25 ans, comment la Chine est sortie de l'orphelinat de l'histoire pour construire le progrès de l'humanité. Ils ont pu le faire au moyen de l'économie planifiée, de l'étatisation des principaux moyens de production et d'échange, de la centralisation de la production planifiée. Cela va déranger les bourgeois? Bien sûr! Sans aucun doute! L'assassin va protester si on lui enlève son fusil. Mais ce n'est pas la protestation de l'assassin qui compte, c'est la vie de celui qu'on veut assassiner. Voilà ce qu'il faut discuter.

Au Portugal il y a une absence marquée de direction politique. Le Parti Communiste n'agit pas comme une direction. Récemment, il disait encore: "il faudra beaucoup d'années avant d'avoir recours aux étatisations". Mais ils avaient à peine fini de parler, que les ouvriers sont venus leur dire: nous allons tout étatiser". La base ouvrière va au-delà du Parti Communiste.

Au Portugal, tous les partis qui appuient le progrès révolutionnaire et s'orientent vers le programme d'étatisation des moyens de production, de planification de la produc-

tion, de centralisation de la production planifiée, doivent pouvoir fonctionner. La discussion menée par les socialistes et les communistes n'est pas logique. La base socialiste n'appuie pas la position de Soares. Mais elle ne fait pas confiance à la direction de l'armée, ni aux communistes qui ne donnent pas de programme, ni de politique. Elle voit un vide. Les dirigeants socialistes, et la droite qui s'appuie sur eux, en profitent. La base socialiste est d'accord avec la voie qui conduit au socialisme. Il faut chercher le contact avec elle: au travers d'un programme, d'une politique et d'objectifs d'étatisations, de planifications, d'organes de contrôle ouvrier, d'organes de paysans, petits bourgeois, soldats: voilà ce qu'est 'la démocratie directe'. Il ne s'agit pas seulement d'avoir le droit de parler d'en bas, mais d'avoir celui de diriger d'en bas. Diriger d'en bas et d'en haut également.

Les communistes ne discutent pas ces problèmes. Nous appelons les dirigeants des partis communistes à considérer que cette expérience du Portugal est vécue par tout le mouvement ouvrier mondial, des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine. Au travers de cette expérience, ils doivent discuter de ce qu'ils peuvent faire, comment ils peuvent développer les forces, la direction, la capacité d'organisation, quelles conclusions ils tirent. En refusant de tirer des conclusions, ils ne se sentent pas responsables non plus de conclusions que l'expérience du Portugal permet de tirer aux armées, aux mouvements paysans ou petit bourgeois du monde - entre autres d'Algérie - quant à la possibilité d'avancer par la voie révolutionnaire. Le Portugal ne peut rester longtemps dans cette incertitude. La contre-révolution prépare

un coup. Elle ne fera pas strictement comme au Chili. Mais elle donnera un coup du type Chili. Elle le fera en fonction des forces dont elle dispose. Elle essaie actuellement de concentrer tout le mécontentement de la petite bourgeoisie, elle veut profiter de l'inquiétude, de l'insatisfaction, de l'altération de certains secteurs qui, sans avoir de motifs économiques de mécontentement, se sentent mal à l'aise car ils ne voient pas de clarté dans les objectifs de la révolution. Ils se demandent où cela va finir, ce qui va se passer. Il faut faire une discussion publique au Portugal! Nous y invitons le mouvement communiste.

Tous ces problèmes sont des thèmes pour un Congrès Mondial. L'économie, l'Etat ouvrier, les rapports entre l'URSS et les USA, les fusées qui se rejoignent dans l'espace, s'embrassent, se séparent, et ensuite se tapent dessus, ne sont pas des faits décoratifs. Ils sont discutés par toute l'humanité. Il faut donc discuter sur le retour au marxisme dans les Etats ouvriers, sur l'économie capitaliste et la crise de ce système. Ce n'est pas une faille occasionnelle, mais une crise totale qui s'exprime dans l'économie: l'accroissement du chômage, la crise croissante dans l'armée, l'église, la police, dans toute la couche administrative, planificatrice du capitalisme gagnée au socialisme.

### **J.POSADAS**

17 juillet 1975

Cet extrait du texte se réfère à la « Révolution des Oeillets » du Portugal du 25 avril 1974. Les militaires ont pris le pouvoir à partir des casernes et ont défendus avec le général Gonçalves au gouvernement un programme révolutionnaire et anti-capitaliste pour en finir avec la pauvreté au Portugal, en donnant le pouvoir au peuple, en réalisant une réforme agraire et un programme de nationalisations des entreprises et de redistribution des terres.

# 60 ANS APRES LE BOMBARDEMENT DE HIROSHIMA / NAGASAKI

La commémoration du 60<sup>e</sup> anniversaire des bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki a été très significative de la conscience acquise par le monde entier que l'utilisation des armes atomiques n'est pas loin derrière nous, mais très proche au contraire. Et ce n'est pas à de supposés terroristes chargés d'armes nucléaires artisanales que les gens pensent. C'est à l'impérialisme US et mondial.

Les événements s'accélérent pour précipiter le monde dans une nouvelle guerre mondiale : l'échec de la Conférence sur la révision du Traité de non Prolifération nucléaire (TNP) en mai dernier, celui des tentatives de réformes de l'ONU dans un sens plus démocratique, l'acharnement des forces militaires des USA et de la Coalition en Irak, les nouvelles menaces du gouvernement Bush contre l'Iran, la Syrie et les autres pays qualifiés de « voyous », contre le Venezuela et Cuba, l'encerclement progressif de la Russie et de la Chine par des bases militaires américaines ou de l'OTAN, la mise au point des mininukes nucléaires (armes dites tactiques) par l'armée américaine, n'en sont que quelques manifestations.

Le lancement des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki le 6 et le 9 août 1945 était présenté comme une nécessité, par les autorités des Etats-Unis et par tous les livres d'histoire en Europe occidentale, pour mettre fin à la Deuxième guerre mondiale et obliger le Japon à capituler. Le sacrifice de centaines de milliers de vies japonaises apparaissait comme un prix à payer pour en sauver des millions d'autres.

Aujourd'hui, cette version servie par l'impérialisme améri-

cain n'est plus acceptée et est même ouvertement contredite par des courants d'intellectuels, des médias issus pourtant du camp occidental, par des secteurs même de la bourgeoisie qui faisait partie des vainqueurs de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale.

On dit publiquement maintenant que c'est un crime contre l'humanité. Le lancement des bombes atomiques sur le Japon n'a pas mis fin à la guerre. La capitulation du Japon était déjà acquise ; elle a été refusée par les Etats-Unis sous prétexte que le Japon posait des conditions inacceptables (le maintien de l'empereur à la tête du pays). En fait l'armée des Etats-Unis devait tester ses bombes atomiques (une à l'uranium et une au plutonium), montrer sa supériorité militaire absolue, et contenir les avancées de l'Union Soviétique sur le continent asiatique. Ces bombes atomiques ont donc marqué le début de la dite « guerre froide ».

Ensuite, la course aux armements nucléaires est devenue une nécessité pour empêcher l'Union Soviétique et le système socialiste de se développer. Sous ce couvert, le système capitaliste dans son ensemble et l'impérialisme américain en tête, a développé un arsenal nucléaire immense. Le Traité de Varsovie a été dissous, l'Union Soviétique s'est disloquée, le camp socialiste s'est démantelé. Mais l'impérialisme poursuit toujours sa course à la supériorité militaire nucléaire absolue. Ses ennemis sont toujours bien vivants ! Maintenant, ils sont appelés « les terroristes ». Tout mouvement progressiste, toute lutte pour la justice et la dignité humaine, tout mouvement, parti ou gouvernement

qui résiste à l'impérialisme est identifié à du terrorisme. En réalité, les masses du monde n'ont pas enterré le communisme et elles voient en tout cas le capitalisme et son principal dirigeant, l'impérialisme US comme le responsable de tous leurs maux, comme un régime criminel et exploiteur, et incapable d'apporter le moindre progrès aux populations.

Le système capitaliste est au bout du rouleau et supporte de moins en moins de faire des concessions, d'admettre la coexistence, le multilatéralisme. Aussi, sa seule réponse aux revendications et aux révoltes des masses du monde est de les réprimer, de les écraser, de faire la guerre. Et il emploiera tous les moyens militaires à sa disposition, inclus les armes atomiques. Tout comme il a lancé les bombes atomiques sur le Japon, il les utilisera contre les masses du monde, contre ce qui reste des Etats ouvriers, contre les nouveaux Etats révolutionnaires qui surgissent, contre les mouvements et gouvernements anti-impérialistes qui lui résistent et le mettent en échec.

C'est pour cela qu'ils ont fait échouer la Conférence sur le Traité de Non Prolifération Nucléaire en mai dernier : les Etats-Unis ne veulent pas entendre parler du moindre effort de désarmement des grandes puissances nucléaires et veulent interdire, avec le plus grand cynisme, à la Corée du Nord ou l'Iran d'utiliser l'énergie nucléaire, même à des fins civiles.

Ils organisent aussi la paralysie de l'ONU en sabotant toute les tentatives de réformes pour rendre cette organisation plus représentative des peuples du monde. Quand l'ONU ne sert pas les exigen-

ces du gouvernement nord-américain, l'impérialisme passe outre tout simplement. Il transforme des organismes comme l'OTAN en force de police universelle à la place de l'ONU.

En même temps, l'armée américaine met au point de nouveaux systèmes de défense nucléaire et des armes nucléaires dites « mininukes » pour détruire ses « ennemis » de façon ciblée tout en se protégeant des attaques. Des bases militaires américaines sont installées ou sont en train de s'installer sur tous les continents, et ne sont pas près d'être démantelées, même quand le gouvernement des Etats-Unis ne se déclare pas en guerre : dans l'Union Européenne, au Kosovo, au Caucase, en Asie du Sud-Est, en Amérique Latine, en Afrique.

Tous les peuples voient cela ! Pendant que des forces militaires et des moyens techniques immenses sont lancées dans l'occupation de l'Irak, dans le maintien de toutes ces bases, dans des préparatifs de guerre contre d'autres pays du Moyen Orient, ou du monde, le gouvernement des Etats-Unis a laissé venir le désastre de la Nouvelle Orleans, avec les milliers de morts et les centaines de milliers de sans-abris causés par l'ouragan Katarina. Pourtant c'est un coup très important à l'autorité sociale du capitalisme le plus fort du monde, mais la machine de guerre de l'impérialisme ne peut pas s'arrêter, ni se convertir en force de protection civile.

C'est le régime capitaliste qui est fauteur de guerre et ce n'est qu'en instaurant une société socialiste que le monde connaîtra la paix.

*Lettre d'Iran,*  
6 août 2005

## **AVEC LA PRESIDENCE DE AHMADINEJAD LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME SE RENFORCE**

Les attaques contre le cœur économique de la corruption ont commencé. Il y a quelques jours, un des vice-ministres du Pétrole a été arrêté chez lui, où il cachait un million de dollars. C'étaient les prébendes qu'il recevait de la compagnie pétrolière privée Oriental Oil Kish pour un seul contrat conclu avec la compagnie nationale de pétrole. Kish est une île transformée en zone franche pour les riches, où la Constitution ne fait pas loi. On pouvait donc y inventer une compagnie pétrolière, l'inscrire à la Lloyds avec comptabilité à Londres, et avoir une couverture pour des contrats de milliards de dollars entre le ministère du pétrole et les compagnies pétrolières internationales comme Halliburton. Cette entreprise était engagée à fond dans des contrats obscurs en Irak et aurait formé un consortium avec l'entreprise Shuran, dont Condoleezza Rice est administrateur, et qui œuvre dans la région de la Mer Caspienne.

C'est très intéressant de noter que le journal Kayhan (principal journal en Iran) parle « d'arrestations parmi les chefs de la mafia du pétrole ». Les accusations indirectes au Ministère et au Ministre du Pétrole sont graves, et elles proviennent d'ex-directeurs qui s'y connaissent et suivent l'affaire pas à pas. Ceux-ci transmettent leurs informations au Centre de Recherche du Parlement, dirigé par Ahmad Tavakoli qui est très radical. Cela montre l'existence de toute une équipe qui a engagé un processus irréversible. Ces rapports dénoncent non seulement la mauvaise administration, les erreurs de prévisions, l'incompétence, mais aussi et surtout les mauvaises inten-

tions pour ruiner le secteur pétrolier étatique et favoriser les compagnies étrangères impérialistes.

Le gouvernement sortant fait d'autres sabotages. Il essaie de vider les caisses de l'Etat avant de les transmettre au nouveau gouvernement. Il fait des dépenses précipitées et inconsidérées, il a par exemple, offert deux mois de salaires sous forme de primes aux employés de l'Etat, il fait des contrats avec des compagnies étrangères qui leur sont entièrement favorables, il privatise des usines, des hôtels, des stades sportifs, des parcs naturels.

L'ancien gouvernement a également cherché à manœuvrer sur la question nucléaire. Mais il est un peu tard maintenant. Jusqu'à tout récemment, il acceptait toutes les propositions des pays capitalistes européens en déclarant vouloir prévenir une attaque militaires des USA. Il avait arrêté tous les processus productifs des centrales, ouvert toutes les portes aux inspections internationales, inclus celles de centres militaires. Il a causé beaucoup de torts aux installations et démoralisé les techniciens des centrales qui avaient travaillé très dur et réussi à acquérir la maîtrise de la production du combustible nucléaire. Tous ces secteurs font pression pour reprendre l'activité et l'opinion publique est massivement avec eux.

Il est possible que la dite « question nucléaire iranienne » ira jusqu'au Conseil de Sécurité de l'ONU. Mais on n'est plus à l'époque du gouvernement nationaliste de Mossadegh (1955) où l'embargo contre la vente du pétrole iranien avait mis le gouvernement à genoux. La Russie n'a

plus la politique de l'époque de Staline, qui avait participé au plan anti-nationaliste. Ni la Russie, ni d'ailleurs la Chine n'accepteront une condamnation au Conseil de Sécurité et les deux pays ont des contrats très importants avec l'Iran du point de vue énergétique.

Ahmadinejad, ainsi que Haddad Adel, le président du Parlement, doivent se rendre à l'assemblée Générale de l'ONU prochainement. Si les USA ne leur donnent pas le visa, ce sera pire encore pour eux. Ils veulent présenter Ahmadinejad comme un dirigeant dangereux, et ne feront qu'accroître son prestige « anti-impérialiste ». Ils met-

traient de l'huile sur le feu en l'arrêtant. Ils n'iront pas jusque-là.

Quant au Président Ahmadinejad, il se prépare à un discours offensif à l'ONU. Il a déjà annoncé qu'il défendra le droit pour l'Iran de traiter le combustible nucléaire. Il dira quelle est la vraie lutte contre le terrorisme et que le vrai terrorisme est le terrorisme des Etats, il parlera de la souffrance et des luttes du peuple palestinien, irakien, libanais, syrien. Il proposera la collaboration pour le développement des pays et la lutte contre ceux qui veulent soumettre les peuples. Voilà ce que sera « la bombe iranienne ».

*Extraits de lettres d'Iran,*  
31 août et 16 septembre 2005

## **LA REVOLUTION ISLAMIQUE, LA SOCIALISATION DE LA MISERE ET LA REVOLUTION SOCIALISTE**

**Le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions**

Les événements d'Iran sont l'expression d'une expérience nouvelle et d'un autre niveau de lutte politique et sociale. Il y a des pas en avant, ensuite un ralentissement, des hésitations, des attaques à la fois contre le capitalisme et contre le socialisme. Il y a une recherche pour clarifier, remettre à jour, enrichir les idées islamiques dans le domaine économique et social, moral, philosophique.

On note une certaine marche arrière de Ahmadinejad par rapport à l'élan de toute sa campagne électorale. On dirait qu'il a reçu un coup de poing en plein figure au moment d'affronter la question de la composition des différents ministères et qu'il doit réagir sans disposer de l'instrument ni du programme adéquats. Qui l'emportera ? tout dépend du monde et aussi des forces en présence en Iran qui devient un des pays décisifs dans le monde.

Khamenei s'est mis à expliquer comment les bonnes

intentions peuvent, en cours de route, se transformer en leur contraire, pour diverses raisons et dans de nouvelles circonstances. Il cherche à sauver les concepts islamiques des débuts de la révolution, sur la justice, la liberté, le droit. Il s'est prononcé, quand on lit entre les lignes, contre le conservatisme et contre cette politique qui ne défend pas avec énergie ses propres principes pour ne pas provoquer une réaction du capitalisme international. Khamenei a attaqué fortement l'impérialisme, a dénoncé ses bluffs et ses mensonges, démontrant qu'aucune « communauté internationale » n'a jamais condamné la reprise de l'activité nucléaire iranienne. Ensuite, il a attaqué le capitalisme international et ses alliés de l'intérieur.

D'autre part, Khamenei a également critiqué le socialisme, en rappelant les privilèges dont jouissait la bureaucratie et en concluant que celle-ci parlait toujours de justice mais